

## CINQ BANQUES LANCERONT LE SERVICE DÈS LE MOIS PROCHAIN **VERS** **LA GÉNÉRALISATION** **DU PAIEMENT MOBILE**



L'Algérie poursuit ses efforts pour le développement et la promotion du paiement en ligne afin d'en finir avec le cash qui reste, jusqu'à présent, le moyen le prédominant. De vastes chantiers sont donc ouverts par le Groupement d'intérêt économique de la monétique (GIE monétique), visant à inculquer la culture du paiement électronique aux Algériens, en tentant de leur proposer des services innovants. Le paiement mobile (m-mobile) est, ainsi, l'un des modes sur lequel tablent les autorités afin de rattraper le retard accusé dans le « e-paiement » d'une manière générale.

Lire en page 3

### MONDE

#### Vaccination antipolio à Ghaza **PLEIN SUCCÈS** **POUR LE 1<sup>ER</sup> TOUR** **DE LA CAMPAGNE**



Le Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA), Philippe Lazzarini, a déclaré, hier, lundi, que le premier tour de la campagne de vaccination antipolio dans la bande de Ghaza s'était terminé "avec succès".

Lire en page 10

### POUR SA RÉÉLECTION POUR UN SECOND MANDAT

La présidente du Conseil des ministres félicite le président de la République

P2

### HAUSSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES GLOBAL DE 7% AU 1<sup>ER</sup> SEMESTRE 2024

Le secteur des Assurances en pleine croissance

P4

### CONTRIBUTION

### RÉSULTATS DÉFINITIFS DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE EN ALGÉRIE

Quelles leçons pour assurer la sécurité et le développement ?

P5



## Pétrole

# L'Opep réaffirme son engagement pour un marché stable selon une approche réaliste



L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) a assuré, samedi, qu'elle se concentre pour que le marché mondial du pétrole soit stable et équilibré dans l'intérêt des producteurs et des consommateurs, dans une approche "inclusive" et "réaliste".

"Il ne fait aucun doute que l'Opep est la championne du marché mondial du pétrole et de la coopération internationale, car elle continue, jour après jour, de se concentrer sur la garantie que le marché pétrolier soit stable et équilibré dans l'intérêt de tous les producteurs et consommateurs, ainsi que de l'économie mondiale, malgré les défis auxquels notre industrie est confrontée", a souligné le secrétaire général de l'Opep, Haitham Al Ghais, dans une déclaration publiée par l'organisation sur son site-web à l'occasion de la célébration du 64ème anniversaire de sa création, coïncidant avec la date du 14 septembre 1960.

Dans ce contexte, le SG de l'Opep a précisé que "l'organisation célèbre aujourd'hui l'histoire de son succès sans précédent", tout en assurant qu'il est

"convaincu qu'avec le soutien continu des pays membres de l'Opep et de toute la famille de l'Opep, l'organisation est prête à continuer de prospérer dans les années et les décennies à venir".

L'organisation a assuré, dans un communiqué à cette occasion, qu'"elle avait toujours défendu, au cours de ses 64 années d'existence, la coopération et le dialogue entre toutes les parties prenantes pour assurer la stabilité du marché mondial du pétrole, relever les défis par des approches inclusives et réalistes, ainsi que garantir que le pétrole continue de soutenir le développement des nations et la prospérité de l'humanité".

L'Opep a relevé, également, que "sa mission vitale et ses objectifs visent notamment de soutenir la stabilité du marché pétrolier et de protéger le droit de tous les pays à exercer une souveraineté permanente sur leurs ressources naturelles dans l'intérêt du développement".

Dans ce cadre, l'organisation a évoqué la Déclaration de coopération (DoC), l'accord historique entre les pays membres de l'organisation et les principaux pays producteurs de pétrole non membres de l'Opep, conclu à Alger le 28 septembre

2016, avant d'être entériné en mois de novembre de la même année à Vienne, permettant aux signatures de travailler ensemble dans l'intérêt d'une stabilité durable du marché du pétrole. La signature de cette déclaration a constitué "la plus récente démonstration éclatante des efforts menés pour la stabilité du marché mondial du pétrole", a-t-on encore souligné dans le communiqué, tout en précisant que "l'organisation, qui fête aujourd'hui ses 64 ans, célèbre plus de six décennies de réalisations et de succès exceptionnels". A l'occasion de la commémoration du 64e anniversaire de la fondation de l'organisation, une cérémonie a été organisée à Vienne au siège de l'organisation par le secrétariat.

Fondée à Bagdad, du 10 au 14 septembre 1960 par le Koweït, l'Irak, l'Iran, l'Arabie saoudite et le Venezuela, l'organisation se compose aujourd'hui de 12 pays membres: l'Algérie, le Congo, la Guinée équatoriale, le Gabon, la Libye, le Nigéria et les Emirats arabes unis, en plus des membres fondateurs.

L'Algérie, qui joue un rôle très actif au sein de l'Opep, avait adhéré en juillet 1969 à cette organisation.

## Pour sa réélection pour un second mandat

# La présidente du Conseil des ministres félicite le président de la République

La présidente du Conseil des ministres d'Italie, Mme Giorgia Meloni, a adressé un message de félicitations au président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à l'occasion de sa réélection pour un second mandat, dans lequel elle a exprimé sa volonté de continuer à œuvrer au «renforcement du partenariat stratégique» liant les deux pays, a indiqué, dimanche un communiqué de la Présidence de la République.

«Monsieur le président et ami, je vous adresse mes sincères félicitations pour votre réélection en tant que président de la République. Je suis certaine qu'ensemble, nous continuerons à œuvrer au renforcement du partenariat stratégique entre Rome et Alger», a écrit la présidente du Conseil des ministres d'Italie dans son message. «Comme je l'ai fait en marge de la Réunion du G7, je vous réaffirme ma détermination à approfondir la coopération bilatérale et à maintenir le dialogue constant entre nos deux pays dans les domaines d'intérêt commun, notamment sur le Moyen-Orient, l'Afrique et le rôle de l'Algérie au Conseil de sécurité des Nations unies», a ajouté Mme Meloni.

«Je tiens également à vous dire ma satisfaction quant à l'avancement du Plan Mattei pour l'Afrique, tout en souhaitant que le projet agricole Desertec contribue à la concrétisation de votre programme de sécurité alimentaire pour l'Algérie et devienne un modèle à suivre dans la région», a-t-elle conclu son message, selon le communiqué.

## Astronomie

# Inauguration à Alger de la 45<sup>e</sup> édition de l'ISYA

La 45e édition de l'Ecole internationale des Jeunes astronomes (ISYA) a été inaugurée, dimanche à Alger, et devra dispenser, 3 semaines durant, une formation de haut niveau en astronomie et astrophysique à une trentaine d'étudiants algériens et étrangers. Lors de la cérémonie inaugurale, le directeur de l'ISYA en Algérie, Nassim Seghouani, a précisé que cette édition devra assurer "un très haut niveau d'enseignement spécialisé à une quinzaine d'étudiants algériens et autant d'étrangers en astronomie et en astrophysique".

"Cet enseignement permettra également à l'Algérie de renforcer et d'asseoir cette science, d'autant plus que le projet d'un Centre d'astronomie, le premier du genre depuis l'indépendance du pays, est en cours de réalisation dans la wilaya de Khenchela", a-t-il indiqué, faisant savoir qu'une station dudit Centre est opérationnelle depuis 4 ans.

De son côté, le directeur du Centre de Recherche en Astronomie, Astrophysique et Géophysique (CRAAG), Hamoud Beldjoudi, a estimé que la formation qui sera assurée par cette Ecole "complètera celle dispensée en Algérie et offrira aux étudiants l'opportunité de lancer des projets, de suivre des cours intensifs et de faire des observations pratiques". Ceci, en plus de "l'opportunité d'être au contact d'éminentes personnalités mondiales du domaine", a-t-il poursuivi.

A noter que les étudiants, qui sont en phase de préparation de leurs Master ou Doctorat, achèveront leur enseignement à l'ISYA le 3 octobre prochain.

Cet événement est placé sous le patronage du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du Territoire, du CRAAG ainsi que de l'Union internationale d'Astronomie (IAU).

## Douanes

# Saisie de plus de 1 million d'unités de produits pyrotechniques en 2024

Les services des Douanes ont procédé à la saisie de plus d'un million d'unités de pétards et de feux d'artifice au cours de cette année, indiquait, dimanche, un communiqué de la Direction générale des Douanes.

"A la veille de la célébration du Mawlid Ennabaoui Echarif (1446-2024), et en exécution de l'engagement total de l'institution douanière et son rôle crucial dans la lutte contre le trafic et le commerce illégal des pétards et des feux d'artifice, la Direction générale des Douanes a élaboré un programme d'interventions intensives sur le terrain à travers tout le territoire national, par le renforcement de l'activité des brigades douanières opérationnelles aux frontières nationales (terrestres, maritimes et aériennes) et la couverture sur le terrain du territoire national en coordination avec les différents partenaires sécuritaires". Au cours de cette année, "l'activité sur le terrain a permis la saisie de 34.000 sacs et plus d'un million d'unités de

pétards et de jeux pyrotechniques selon le dernier bilan enregistré par rapport à celui de l'année dernière qui fait état de la saisie de plus de cinq (5) millions d'unités pyrotechniques", précise la même source.

"Les services des Douanes algériennes ont contribué à tracer un programme de sortie sur le terrain en coordination avec les corps de sécurité et les institutions de l'Etat concernées par la lutte contre ce phénomène en vue sensibiliser les citoyens, notamment les enfants et les jeunes, aux dangers de ces produits ainsi qu'aux sanctions encourues par la détention de ce genre de marchandises prohibées que ce soit sur les voies publiques, les kiosques, les magasins ou les différents points de vente", ajoute le communiqué.

Les mêmes services ont également participé à des actions de sensibilisation sur diverses stations de la Radio algérienne et chaînes télévisées, note le communiqué.

# Cinq banques lanceront le service dès le mois prochain Vers la généralisation du paiement mobile

**L'Algérie poursuit ses efforts pour le développement et la promotion du paiement en ligne afin d'en finir avec le cash qui reste, jusqu'à présent, le moyen le prédominant. De vastes chantiers sont donc ouverts par le Groupement d'intérêt économique de la monétique (GIE monétique), visant à inculquer la culture du paiement électronique aux Algériens, en tentant de leur proposer des services innovants. Le paiement mobile (m-mobile) est, ainsi, l'un des modes sur lequel tablent les autorités afin de rattraper le retard accusé dans le « e-paiement » d'une manière générale.**

Par Akrem R.

**E**n effet, avec plus de 48 millions d'abonnés à l'internet mobile, le développement et la généralisation du m-paiement serait plus au moins facile. Il suffit juste de mettre en place les mécanismes adéquats pour booster le nouveau mode de paiement en ligne, permettant d'effectuer des transactions en utilisant le QR code. C'est dans ce cadre que cinq banques comptent lancer, à partir d'octobre prochain, le m-paiement. «A partir d'octobre 2024, les clients de cinq banques pourront effectuer des paiements en scannant des codes QR», a déclaré à l'APS l'administratrice du Groupement d'intérêt économique de la monétique (GIE monétique), Assia Benchebla Queiroz, rappelant au passage l'importance de cette technologie « rapide et pratique » en matière de simplification du processus de paiement électronique. Ce mode de paiement sans carte, est basé sur la technologie de lecture du QR code (Quick Response Code) affiché par le commerçant. Il permet au client de payer ses achats, factures et autres en instantané, tout en réduisant les temps d'attente en caisse. Le paiement mobile est opérationnel en Algérie depuis 2022, rappelle-t-on.

Dans une première phase, le service a été ouvert en intra-bancaire avant de lancer l'interopérabilité des paiements mobiles grâce à la plateforme «Switch Mobile» en juin 2024. Trois institutions offrent déjà le service du m-paiement: la Banque Nationale d'Algérie (BNA), Al Salam Bank Algeria, et Algérie poste. Durant les six premiers mois de 2024, le nombre de transactions de paiement par téléphone mobile en utilisant le QR code a atteint 26,7 millions d'opérations pour un montant de 19,6 milliards de DA, soit une hausse de 60% par rapport à la même période en 2023, selon les derniers chiffres de GIE monétique. Le paiement mobile est officiellement opérationnel en Algérie depuis 2022. Dans une première phase, le service a été ouvert en intra-bancaire et ce, au niveau de la Banque nationale d'Algérie (BNA) et Al Salam Bank Algeria, ainsi qu'Algérie poste. Ce nouveau mode de paiement sans carte, est basé sur la technologie de lecture du QR code (Quick Response Code), attribué au commerçant. Il permet au client de payer ses achats, factures et autres en instantané. Lors du lancement de cette plateforme, le ministre des Finances, Laaziz Faïd, avait informé que ce service « Switch Mobile » était susceptible de créer «une véritable révolution numérique» dans le domaine des finances et des banques, en offrant aux citoyens



«des services numériques rapides, pratiques et sûrs». Le lancement de ce service marque une deuxième étape dans le processus de modernisation et de développement des modes de paiement, via la garantie d'un Switch paiements et virements, en reliant toutes les applications des banques et celles d'Algérie poste au mobile, a ajouté le ministre. En effet, avec les cinq banques qui vont lancer ce nouveau de paiement, le nombre sera porté à huit.

## Les smartphones transformables en TPE dès 2025

Le GIE Monétique compte poursuivre ces efforts visant la généralisation du paiement mobile, tout en lançant de nouveaux

chantiers en 2025 pour le développement et la promotion du secteur du e paiement en Algérie. Il s'agit notamment de l'introduction de la technologie SoftPos qui permet de transformer les téléphones mobiles équipés de dispositifs NFC (Near Field Communication) en terminaux de paiement électroniques (TPE). Grâce à cette technologie, les commerçants pourront accepter des paiements «sans contact» directement via leurs téléphones, que ce soit avec des cartes bancaires ou des téléphones aussi. Selon la même responsable, la technologie SoftPos, simple à utiliser, offre une solution plus flexible pour les commerçants, en évitant l'achat d'équipements TPE coûteux, rappelant que les cartes intégrant la fonctionnalité «sans contact» sont déjà disponibles de-

puis 2023. Cette solution est particulièrement adaptée aux nouveaux commerçants ou à ceux qui préfèrent une alternative plus pratique, tels que les chauffeurs de VTC, les livreurs ou les vendeurs de marchés.

## Lancement de nouvelles solutions

Par ailleurs, le GIE Monétique prévoit le lancement d'une carte de paiement virtuelle, accessible depuis les mobiles, tablettes et ordinateurs, selon l'administratrice. Cette carte renforcera la sécurité des paiements en ligne en générant un numéro de carte unique pour chaque transaction via une application bancaire.

A travers ces nouveaux moyens de paiement, GIE Monétique vise à enrichir les solutions offertes

aux clients et aux commerçants. «Nous avons déjà des options de paiement en ligne, par carte classique, sans contact via TPE, et par téléphone mobile via QR code. Les nouvelles solutions prévues pour 2025 offriront une gamme encore plus large pour répondre aux besoins diversifiés de nos clients et commerçants, l'objectif étant que, quel que soit le moyen de paiement dont dispose le client, et quelle que soit sa banque domiciliataire, le commerçant aura la possibilité d'accepter ce paiement», a indiqué Mme Benchebla.

En parallèle, le GIE Monétique travaille également à faciliter l'acceptation des paiements internationaux, permettant aux commerçants algériens d'accepter les cartes Visa et Mastercard. Dans ce sens, l'intervenante a affirmé que le processus de mise en place d'une plateforme locale certifiée par les réseaux de paiement Visa et MasterCard est en cours. Cette plateforme sera prise en charge par la SATIM qui représente le centre de monétique interbancaire.

Concernant l'adhésion des commerçants aux systèmes de paiement électronique, Mme Benchebla a indiqué que des enquêtes récentes ont révélé des obstacles, liés notamment à la disponibilité immédiate des fonds et à des questions fiscales. «Les parties prenantes travaillent sur des solutions pour surmonter ces défis et faciliter l'intégration des paiements électroniques dans le commerce de proximité », a-t-elle rassuré. Malgré ces défis, le bilan semestriel du GIE Monétique révèle un engouement croissant pour le «e-paiement», soutenue par l'intégration de certains organismes traitant des flux de transactions importants (paiements des frais d'inscription universitaire, des billets de stade, des impôts et taxes, des frais de douanes, paiement de loyer AADL..).

A. R.

## E-paiement 60 milliards DA de transactions e-paiement en six mois

**L**e montant des paiements électroniques en Algérie a augmenté de 57% durant le premier semestre 2024 pour atteindre près de 60 milliards de dinars, confirmant la tendance des consommateurs à réduire l'utilisation de l'argent cash.

Selon le dernier bilan du Groupement d'intérêt économique de la monétique (GIE monétique), le montant des paiements électroniques (par TPE, via internet ou par téléphone mobile) s'est élevé à 59,993 milliards de dinars entre janvier et juin 2024, contre 38,113 milliards de dinars durant la même période de l'année 2023, soit une croissance de 57,41%.

Dans le détail, le montant des paiements effectués via internet a augmenté de 63,82% sur un an pour atteindre 20,257 milliards de dinars. Le secteur des télécommunications (paiement des factures et rechargements de crédits auprès des opérateurs de téléphonies et fournisseurs d'accès à internet) domine toujours le segment de l'e-paiement via internet, avec 4,71 millions de transactions parmi les 6,62 millions de transactions effectuées dans ce segment.

Toutefois, l'ensemble des autres secteurs ont réalisé des taux de croissance appréciables, notamment les services administratifs (+70%), le transport (+20%), tandis que la

vente de biens a enregistré une croissance modeste de 9%. Globalement, le nombre de transactions en ligne a dépassé, depuis le lancement de ce mode de paiement en 2016, les 43,9 millions, selon les données de GIE monétique.

Par ailleurs, le bilan de GIE Monétique fait état d'une hausse du nombre total d'opérations de retrait sur les distributeur automatique de billets (ATM) passant de 85,7 millions de transactions, au cours du premier semestre 2023, à 96,5 millions d'opérations durant la même période de l'année 2024, pour une valeur de plus de 1.804 milliards de dinars.

Synthèse A R.

Hausse du chiffre d'affaires global de 7% au 1er semestre 2024

# Le secteur des Assurances en pleine croissance

Le chiffre d'affaires du secteur national des assurances a enregistré une hausse de 7% durant le premier semestre 2024 par rapport à la même période de 2023, atteignant près de 90 milliards de dinars.

Par Nadia B.

«Le premier semestre 2024 a été marqué par une dynamique positive dans le secteur des assurances, avec un chiffre d'affaires global de 89,8 milliards de DA, en hausse de 7% par rapport à la même période de l'exercice 2023», indique l'Union algérienne des sociétés d'assurance et de réassurance (UAR), dans un communiqué publié dimanche. Le chiffre d'affaires global comprend également des produits spécialisés tels que l'assurance-crédit et le Takaful, qui continuent de soutenir la dynamique du marché. Cette performance est en partie due à l'augmentation «significative» des acceptations internationales, qui ont grimpé de 51%, atteignant 5,8 milliards de DA, souligne la même source. Cette tendance se reflète particulièrement dans le secteur des assurances dommages, qui a connu une croissance de 5%, avec des primes s'élevant à 73,6 milliards de DA.

«L'assurance automobile reste prédominante, représentant plus de la moitié de la production, et toutes les autres branches ont éga-



lement affiché des résultats positifs», affirme l'UAR.

Quant aux assurances de personnes, les primes ont atteint 10,28 milliards de DA, soit une augmentation de 5% par rapport à la même période de l'exercice

précédent. Cette hausse est principalement due à «l'essor significatif» de l'assistance voyage, dont les primes ont crû de 29%.

Toutefois, la prévoyance collective, qui demeure «une composante majeure» avec une part de

plus de 40% de la production, a enregistré un recul de 4 points, rapporte le document.

Parallèlement, la part de l'assistance voyage a augmenté, représentant désormais 13% du total des primes émises.

«Cette évolution souligne les ajustements dans les priorités des assurés et la réponse du marché aux nouvelles tendances», estime l'UAR.

33,3 milliards de DA d'indemnités réglées

Concernant les indemnités, le montant total des sinistres réglés s'est élevé à 33,3 milliards de DA, soit une baisse de 5% par rapport à l'année précédente, en raison principalement des réductions dans les assurances dommages et les acceptations internationales, selon les acteurs nationaux de l'assurance.

Toutefois, certaines branches, comme l'assurance automobile et les risques agricoles, ont connu des augmentations respectives de 3% et de 21%.

Pour leur part, les sinistres en assurance de personnes ont progressé de 6%, atteignant 3,7 milliards de DA, «malgré une chute de 33% dans l'assurance vie-décès».

Les indemnités liées aux ac-

ceptations internationales ont totalisé 2 milliards de DA, marquant une baisse de 25%, principalement dans la branche des dommages aux biens.

Cependant, d'autres segments, tels que les assurances transport, ont montré des signes d'amélioration, selon l'UAR qui affirme que «malgré ces variations, le marché des assurances demeure résilient, confirmant son rôle clé dans l'économie nationale».

«Cette performance du secteur des assurances pour le premier semestre 2024 souligne une solidité remarquable, malgré les défis et les variations dans les indemnités», note l'UAR, soulignant que la forte croissance des acceptations internationales et des assurances dommages illustre «la vitalité» du marché, tandis que l'augmentation des primes dans les assurances de personnes témoigne de «l'intérêt croissant» pour certains produits spécifiques comme l'assistance voyage.

«Bien que certaines fluctuations soient notées, la résilience globale du marché reste un indicateur clé de son rôle essentiel dans le soutien et la stabilisation de l'économie nationale», conclut le communiqué.

N. B.

## Pêche

### Bientôt une plateforme numérique d'inscription dans les établissements de formation

Une plateforme numérique d'inscription dans les établissements de formation relevant du secteur de la pêche et des productions halieutiques sera prochainement lancée, a indiqué, dimanche à Alger, le sous-directeur de la formation au ministère, Mohamed Mounir Guerbi.

Dans une déclaration à la presse en marge des Journées portes ouvertes organisées à l'Institut national supérieur de pêche et d'aquaculture (INSPA) sis au port d'Alger, M. Guerbi a souligné que «la plateforme d'inscription dans les établissements de formation sectoriels, dont le lancement est prévu prochainement, permettra aux jeunes intéressés de s'inscrire au niveau des neuf établissements de formation répartis à travers l'ensemble du territoire national et de suivre leurs dossiers à distance».

En plus de suivre le parcours de l'étudiant depuis les préinscriptions jusqu'à la délivrance du diplôme, étant dotée d'un service de certification des attestations à distance, la nouvelle plateforme permettra au stagiaire d'élargir ses connaissances, grâce à une bibliothèque numérique.

Le responsable a cité, en outre, le lancement de sessions de formation des formateurs dans le domaine entrepreneurial afin d'encadrer les étudiants et de les aider à monter leurs propres entreprises à l'avenir.

Selon M. Guerbi, vingt enseignants formateurs ont été formés jusqu'à présent, soulignant que des espaces dédiés à l'entrepreneuriat et à l'innovation seront ouverts prochainement.

Pour sa part, le directeur de l'Institut national supérieur de la Pêche et de l'Aquaculture, Mohamed Maazouz, a estimé que les mesures incitatives prises par les autorités publiques ces dernières années avaient encouragé de nombreux jeunes à s'orienter vers les établissements de formation relevant du secteur. L'INSPA propose plusieurs types de formation, notamment la formation de base, la formation continue, le perfectionnement des compétences, des formations sur demande, ainsi que l'organisation de concours d'évaluation des acquis d'expérience professionnelle.

Le nombre des préinscrits dans les instituts de formation du secteur cette année s'élève à près de 6000 inscrits à ce jour, un chiffre qui pourrait atteindre les 10.000 inscrits d'ici fin septembre.

Lors de cette Journée portes ouvertes, des explications ont été fournies aux personnes intéressées par ces formations dans le domaine de la pêche et des produits halieutiques. Le navire de formation "Ben Zaza" a été présenté aux visiteurs pour leur permettre de le visiter et de découvrir ses équipements.

F. D./agence

02 au 05 octobre 2024

### Septième édition du Salon International Bâti-Est-Expo / Constantine

La septième édition du Salon International de l'Immobilier, du Bâtiment et des Travaux Publics de l'Est Algérien « Bâti-Est-Expo » se tiendra du 02 au 05 octobre 2024, au complexe culturel Ahmed Bey/ Zénith, à Constantine, sous le Haut parrainage de Monsieur le Wali de la wilaya de Constantine.

Plus de 170 entreprises algériennes et étrangères prennent part à cet événement économique professionnel ayant pour objectif de mettre en relation directe les professionnels de divers créneaux d'activité complémentaires pour des relations d'affaires, de partenariat productif et d'investissement créateur de richesse et de valeur ajoutée pour l'économie algérienne.

Organisé par Sunflower Communication, avec la collaboration de la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI Rhume) de Constantine et l'Association Nationale des Exportateurs Algériens (ANEXAL), le salon Bâti-Est-Expo s'est imposé, depuis son lancement en 2018, comme un carrefour incontournable et un rendez-vous annuel pour les profession-

nels de divers créneaux d'activité économiques visant à développer et à moderniser le secteur du BTP en Algérie à travers l'échange d'expériences et des rencontres professionnelles ( B to B ) porteuses.

Se tenant au niveau de Constantine, capitale de la région de l'Est d'Algérie connue pour ses atouts et potentialités avérées en la matière, cet événement économique professionnel international enregistre dans sa septième édition la présence d'entreprises étrangères en force représentant plusieurs pays asiatique, européen et africain dans l'objectif de contribuer activement à l'essor du développement des relations économiques et de partenariat international qui constituent un élément-clé dans la croissance et les objectifs escomptés.

Le volet de l'exportation de matériaux de construction et autres produits et services algériens vers les pays africains notamment sera au cœur de cette septième édition du salon Bâti-Est-Expo. A cet effet, plus d'une quarantaine d'ambassades et de

représentations économiques et commerciales de pays africains agréés en Algérie seront présentes au salon afin d'explorer les opportunités, voies et moyens de faciliter l'accès des produits et services algériens vers ces pays. Des rencontres et tables rondes seront organisées, dans ce sens, entre des chefs d'entreprises algériens et des ambassadeurs et chargés d'affaires et de relations commerciales des ambassades présents.

Les universités et autres centres de formation spécialisés, ainsi que les start-up marqueront aussi leur présence au salon Bâti-Est-Expo, à travers des espaces d'exposition qui leur accordés gratuitement dans la visée de faciliter et de motiver leur apport indéniable au développement économique national.

Aussi, un programme de conférences-débat thématiques font partie intégrante, comme de coutume dans ce salon, afin d'explorer les nouveautés techniques et technologique à même de moderniser et d'accélérer la croissance des secteurs concernés.

Communiqué de presse

# Résultats définitifs de l'élection présidentielle en Algérie

## Quelles leçons pour assurer la sécurité et le développement ?

**1.-Le conseil constitutionnel le 14 septembre 2024 vient de donner les résultats définitifs de l'élection présidentielle du 07 septembre 2024 où, avec 11.226.000 de voix exprimées sur un corps électoral de 24. 351. 551 24, le taux de participation est de 46,1%. Mr. Abdelmadjid Tebboune a obtenu 7.976.291 voix exprimés, soit un taux de 84,3 %, Hassani Cherif du MSP 940.642, soit 9,5 %, et Youcef Aouchiche du FFS 580.495 voix, soit un taux de 6,14 %. Selon le conseil constitutionnel, non comptabilisé les non-inscrits, nous avons 9 447.428 voix qui se sont exprimées pour les candidats sur un total de 11.226.000 de voix exprimées donnant le nombre de bulletins nuls de 1.728.582 voix soit 7,11% du corps électoral.**



Par **Abderrahmane MEBTOUL**

Pour chaque candidat, par rapport aux inscrits, le taux de Abdelmadjid Tebboune, est de 32,75%, le

MSP 3,86 % et le FFS, 2,38%. L'autorité indépendante de sélections avait donné un taux cumulé pour les trois candidats le soir du 07 septembre 2024, de 5,630 millions de votes enregistrés, 5,320 millions pour le candidat Abdelmadjid Tebboune, soit 94,65% des suffrages exprimés, contre 3,17% pour le MSP et 2,16% pour le FFS avec un taux pour ces trois candidats au total de 23,46% non inclus les bulletins nuls qui doivent être inclus pour avoir le taux de participation. Aussi, en référence aux résultats de ANIE si on inclut les bulletins nuls de 1.728.582 voix, nous aurons un total de 7.358.582 voix exprimés, soit 30,81% et par rapport aux résultats du conseil constitutionnel qui a donné 46,10%, une différence de 15,29% soit un nombre de voix par rapport aux inscrits de 3.723.344 voix ajouté par le conseil constitutionnel et non près de 6 millions comme cela circule au niveaux de certains sites et médias. Une explication s'impose tant pour l'opinion nationale qu'internationale.

2.- Malgré cette importante correction, la barre en dessous de 50%, non comptabilisés, les non-



inscrits en âge de voter dépassant la barre les 2,5 millions, il faut le reconnaître, est un taux relativement faible, démontrant la méfiance vis-à-vis du politique. Mais n'étant pas propre à l'Algérie, les vieilles recettes de mobilisation avec un monde parabolé et l'impact des réseaux sociaux, et on le constate à travers la majorité des pays ayant un effet de démobilisation des citoyens.

Aussi, les partis politiques et certaines segments de la société civile et certaines personnalités dites « nationales qui ont soutenu Mr Abdelmadjid Tebboune ont eu un impact limité leur présence se faisant d'une manière formelle et ostentatoire lors des élections meublant le vide, impuissant presque toujours à agir sur le cours des choses et à formuler clairement les préoccupations et les aspirations de la société réelle donc ne leur n'étant pas redevable, lui donnant un marge de manœuvre pour la formation d'un gouvernement de redressement national. Ce sont là des raisons suffisamment importantes pour envisager sérieusement de les réorganiser pour qu'ils puissent remplir la fonction qui est la sienne dans tout

système politique démocratique, devant laisser le soin au marché et non à l'administration par la création artificielle, de mesurer leur poids réel au sein de la société fonction du nombre de ses adhérents réels.

3.-Comme démontré dans mes nombreuses contributions, le passage de l'État de « soutien » à l'État de justice renvoyant à la refondation du système politique, est de mon point de vue un pari politique majeur, car il implique tout simplement un nouveau contrat social et un nouveau contrat politique entre la nation et l'État et l'Algérie ne peut revenir à elle-même que si les faux privilèges sont bannis et les critères de compétence, de loyauté et d'innovation sont instaurés comme passerelles de la réussite et de promotion sociale grâce à une nouvelle gouvernance, une transparence totale et une clarté sans nuance dans la pratique politique et donc une moralité sans faille de ceux qui dirigent la Cité.

(Interviews et contributions ( Pr Abderrahmane Mebtoul à la télévision internationale Djazeera tv Englisch dans Financial Afrik-Mond/Afrique Paris /Dakar - Repubblica Italie, El Pais Es-

pagne, institut financier de la City Londres-Maghreb Voices USA - reproduction en synthèse RT Russie), La restructuration du système partisan, de la société civile collant avec les aspirations de la population algérienne et l'accélération des réformes seront déterminantes pour l'avenir de l'Algérie 2025/2030.dont j'ai tracé les axes directeurs dans le programme de l'association nationale de développement de l'économie de marché ADEM j'ai eu l'honneur d'être le président de 1992 à 2016 et repris dans plusieurs contributions et conférences nationales/internationales depuis plus de 30 ans ,mais avons nous été écouté. (Pr. A.Mebtoul sur les réformes politiques et économiques- plusieurs conférences devant le parlement européen : à l'Université de Clemson-Caroline du Sud -USA, au siège de l'Unesco, devant les ambassadeurs accrédités à Alger, au siège du ministère des affaires étrangères Algérie, à l'Académie Inter-Armes de Cherchell, - à l'Ecole Supérieure de Guerre, à l'Institut militaire IMPED -MDN, devant les cadres de la DGSN et de l'État - major de la gendarmerie nationale ,aux universités de

Annaba, Constantine, de Tizi Ouzou, Bejaia, de Sidi Bel - Abbès, Tlemcen, d'Oran et à l'école nationale d'administration d'Alger -ENA -Voir Ouvrage collectif toujours d'une brûlante actualité sous la direction du professeur Abderrahmane Mebtoul -les enjeux de l'Algérie : réformes et démocratie 2 volumes Casbah Édition Alger- 2005 (520 pages -le Maghreb face aux enjeux géostratégiques Harmattan Paris 2017/2018

En conclusion, il existe un lien dialectique entre sécurité et développement, devant privilégier uniquement les intérêts supérieurs du pays et avoir un langage de vérité pour éviter les erreurs du passé. Malgré le taux de participation faible, cela étant reconnu par tous les observateurs internationaux et nationaux, compte tenu des tensions géostratégiques au niveau des frontières et des tensions budgétaires internes, l'Algérie étant un facteur déterminant de la stabilité de la région méditerranéenne et africaine, les résultats du conseil constitutionnel n'ayant pas changé globalement la tendance, a un président élu reconnu par la majorité de la communauté internationale.

Maintenant, les défis de l'Algérie 2025/2030 est de s'atteler au redressement national en approfondissant les réformes politiques, le pourquoi de ce fort taux d'abstention pour des raisons de sécurité nationale, institutionnelles, économiques, sociales, facteurs solidaires. Sans une mobilisation générale compte tenu des tensions géostratégiques aux frontières et des réformes structurelles souvent différées qui seront douloureuses, il ne faut pas s'attendre à un développement durable, toujours ballotté au gré de la conjoncture des fluctuations des prix de la rente des hydrocarbures, prix qui dépendent fondamentalement de facteurs exogènes échappant à toute décision interne.

A. M.

Pour vos reportages photos & vidéo  
Vos films d'entreprise et spots publicitaires

Adressez-vous à Salya.com  
salyacomdz@gmail.com

www.salya-dz.com

Tel: 07.97.34.52.03

**Salya.com**  
COMMUNICATION ÉDITION & PUBLICITÉ

## Boumerdes

# Mise en service d'un système d'alimentation en eau potable pour 2.000 âmes

Un système d'alimentation en eau potable a été mis en service dernièrement au profit d'une population globale de 2.000 âmes dans les villages et zones reculées du nord de la commune de Thénia (Est de Boumerdes), a-t-on appris, dimanche, auprès de la direction locale des ressources en eau. Ce système est notamment destiné à alimenter en eau potable les villages d'Ouled Ali, Tala Maâli, Boukhenfer et Sidi Feredj, a indiqué à l'APS le directeur du secteur, Abdelkader Ziouche.

Il a ajouté que ce système d'alimentation vise l'amélioration des conditions de vie dans ces zones reculées en mettant un terme aux coupures d'eau et en réduisant les fuites, tout en encourageant les citoyens à revenir dans ces régions et à relancer les activités agricoles et artisanales les caractérisant. "Ce nouvel acquis de développement a porté sur la réalisation d'une station de pompage d'eau potable et d'un réseau de conduites de 13.900 m de long", a expliqué l'ingénieur de la direction des ressources en eau, chargé de ce projet, Cherouf Kamel. A cela s'ajoute la réalisation d'un réservoir d'eau d'une capacité de



300 m3 équipé de trois départs vers les villages d'Ouled Ali, Sidi Feredj et Tala Maâli, puis vers les foyers concernés. M.

Ziouche, a noté que la wilaya de Boumerdes a bénéficié, ces dernières années, de plusieurs autres projets vitaux actuelle-

ment en réalisation, dont un relatif à l'alimentation en eau potable des villages et des agglomérations des communes

de Keddara, Larbaâtache et Thénia. Un projet portant sur le raccordement des villages d'Ouled Brahim, Ben Ouadhah et Boubrarat dans la commune de Hammadi, au réseau d'eau potable, et un autre visant l'alimentation en eau potable des villages du Sud de la commune de Cap Djinet, ont été également inscrits au profit de la wilaya et sont en cours de réalisation, selon la même source. L'alimentation en eau potable (AEP) à Boumerdes est essentiellement assurée par le transfert d'eau à partir du barrage "Taksebt" dans la wilaya de Tizi-Ouzou et les barrages de Kaddara, El-Hamiz et Beni Amrane, ainsi que l'eau de mer dessalée, rappelle-t-on.

## Nâama

## Distribution de plus de 800 colis alimentaires et des aides diverses aux victimes des inondations à Aïn Sefra

Plus de 800 colis alimentaires et des aides diverses réservés par le Croissant rouge algérien (CRA) aux victimes des intempéries, ont été distribués, dimanche, aux familles ayant été affectées, dernièrement, par cet aléa climatique à Aïn Sefra (Nâama), a annoncé le wali, Lounes Bouzegza, lors de sa supervision de cette opération.

Le premier responsable de l'Exécutif de cette wilaya des Hauts-plateaux de l'Ouest a précisé à l'APS que Nâama a reçu, durant les deux derniers jours, plusieurs caravanes de solidarité, dans le cadre des actions de soutien aux populations de la région ayant été impactées par les intempéries qui ont touché plusieurs quartiers de la ville de Aïn Sefra, citant, notamment, les caravanes initiées par les CRA des wilayas de Constantine, Relizane, Adrar et

Djelfa. M. Bouzegza a fait savoir que ces aides, qui sont acheminées vers le Centre de collecte et de stockage de la daïra de Aïn Sefra sont composées de lots comprenant divers produits alimentaires, des couvertures, de la literie et autres produits nécessaires à la vie quotidienne et aux soins.

Ces actions, qui s'inscrivent dans le cadre de l'élan de solidarité spontanée, manifesté dès l'annonce des premiers dégâts, par plusieurs régions du pays avec la wilaya de Nâama, à la suite des dernières intempéries qui l'on affectée, visent à aider les victimes de ces intempéries et à atténuer les effets induits par ce bouleversement climatique, soit par des aides en nature, de soutien psychologique, ou par l'envoi d'équipes d'intervention ou de secours, souligne-t-on.

## Ouargla/Sonelgaz

## Recul des coupures d'électricité cet été

Les coupures d'électricité ont connu cet été un recul de 15% dans la wilaya d'Ouargla, par comparaison à la saison estivale de l'année 2023, a relevé la direction de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz), lit-on dans un communiqué de l'entreprise.

Cette baisse est imputée, en dépit des grandes chaleurs ayant sévi depuis juin dernier dans la région, aux importants investissements réalisés par la Sonelgaz au titre de la saison 2023/2024, pour améliorer le réseau de distribution, poursuit le document. Il s'agit, entre-autres investissements, de la

mise en service de 21 transformateurs dans différentes communes de la wilaya, la réalisation d'un réseau de 69 km de lignes de basse et moyenne tensions, des opérations périodiques d'entretien et de contrôle des divers centres de transformation en vue d'assurer une alimentation en énergie électrique et éviter les délestages dus aux conditions climatiques, est-il précisé.

Le programme de la Sonelgaz a prévu la mobilisation permanente en H24 des équipes d'intervention pour réparer à temps les éventuelles pannes et assurer la continuité du service public.

## Alger

## Raccordement de 53 établissements éducatifs à l'électricité et au gaz

La Société algérienne de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz-Distribution) de la région d'Alger, a annoncé, dimanche dans un communiqué, le raccordement de 53 établissements éducatifs à l'électricité et au gaz en prévision de la prochaine rentrée scolaire.

La Société de distribution de la région d'Alger a indiqué que les opérations nécessaires, à travers ses six (6) directions, ont été lancées en prévision de la rentrée scolaire, via le raccordement à l'énergie des équipements qui entreront en service prochainement.

Il s'agit de trente-sept (37) écoles primaires, de huit (8) établissements d'enseignement moyen (CEM), et de huit (8) lycées, précise le communiqué ajoutant que jusqu'à fin août dernier, huit (8) groupes scolaires ont été raccordés, le raccordement des groupes restants étant sur le point d'être finalisé". Dans le cadre des préparatifs en prévision de la nouvelle saison scolaire, il a été procédé à la maintenance de 612 groupes électrogènes, indique le communiqué ajoutant que le programme de maintenance se poursuivra tout au long de l'année.

## Djelfa

## Campagne de nettoyage pour réduire le risque des inondations

Une campagne de nettoyage visant à prévenir et à réduire le risque des inondations a été lancée samedi à Djelfa, avec la participation de nombre d'organismes et d'établissements publics. Le wali de Djelfa, Ammar Ali Bensaâd, a donné le coup d'envoi de cette campagne marquée par la participation, notamment, de l'Office national d'assainissement, des centres d'enfouissement technique des déchets (CET), des directions des travaux publics et du logement et des services techniques des communes.

Le chef de l'exécutif local a insisté sur la nécessité d'accorder la plus grande importance à la réussite de cette cam-

pagne et le rôle de tout un chacun dans la prévention du risque des inondations. La campagne de nettoyage a été lancée à partir de l'Oued Mellah, traversant le centre-ville de Djelfa, où il a été procédé à la levée des différents déchets et amas de terre obstruant ce cours d'eau, parallèlement au curage des avaloirs et des systèmes d'évacuation des eaux pluviales au niveau de différentes artères, boulevards et cités d'habitations. Cette initiative se poursuivra jusqu'à la mise en œuvre totale du programme de nettoyage fixé pour éviter le risque d'inondations qui pourraient être causées par des pluies diluviennes soudaines.

# La France En marche vers la récession

**Les tendances économiques se développant en France depuis la crise de 2008 ont reçu un important coup d'accélérateur dès l'installation au pouvoir suprême de la république en 2017 du parti d'Emmanuel Macron, dont le cadre de la politique intérieure et de la politique étrangère autodestructrice mène directement vers la récession économique dans laquelle la France est en train d'entrer à grand pas.**

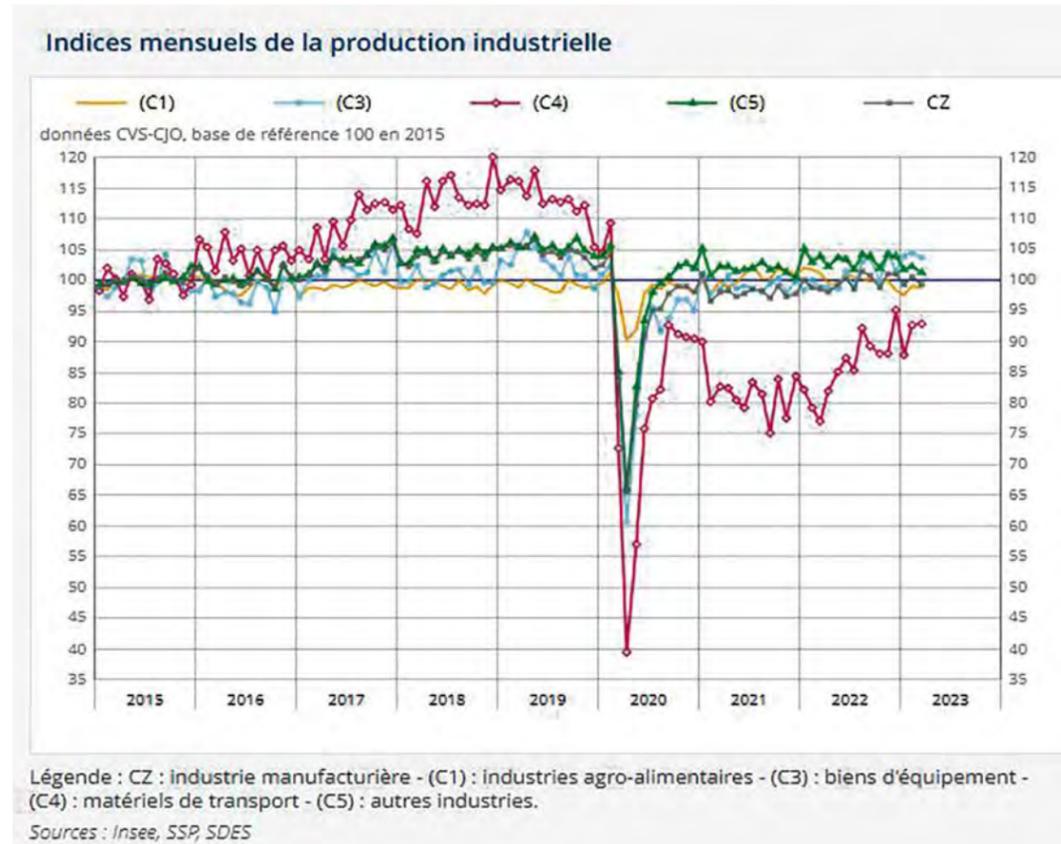


Par Oleg Nesterenko (\*)

La personne à la tête du ministère français de l'Économie, monsieur Brunau Le Maire, a prononcé un discours magistral, le 1er mars 2022, dans lequel il n'a « laissé planer aucune ambiguïté sur la détermination européenne » dans sa volonté de « livrer une guerre économique et financière totale à la Russie », afin de faire effondrer son économie. Son enthousiasme était sans équivoque : « Nos sanctions sont efficaces. Les sanctions économiques et financières sont même d'une efficacité redoutable [...] Nous allons donc provoquer l'effondrement de l'économie russe ! ». Deux ans et demi se sont écoulés depuis les exultations publiques dudit personnage et nous retrouvons l'économie de la Fédération de Russie très exactement à l'opposé des lumineuses prévisions du ministre : dans une des meilleures de ses formes - ce qui est très loin d'être le cas pour l'économie de l'Hexagone, dont ce dernier est censé de s'occuper. Le PIB de la Russie a augmenté de 4,6% sur un an au premier semestre 2024, contre 1,1% en France. Le FMI, qui a déjà prévu une croissance confortable du PIB russe, a récemment revu à la hausse ses prévisions initiales de croissance, anticipant désormais une hausse du PIB de 3,2% sur l'ensemble de l'année 2024. Des prévisions qui ne prennent pas, néanmoins, en compte tous les éléments de la réalité des marchés démontrant que la croissance sur l'ensemble de l'année en cours sera plutôt de 3,5-4%.

Selon les dernières statistiques, en juin 2024 la Russie est devenue le pays avec le plus faible taux de chômage parmi les pays du G-20. Le niveau du chômage parmi la population active n'est que de 2,4% contre 7,4% en France qui entre dans le peu glorieux Top-5 des pays du G-20 avec le taux du chômage le plus élevé et dont l'indice INSEE du climat d'emploi annonce un taux de chômage de 8,5% pour la fin de l'année en cours.

En ce qui concerne le pouvoir d'achat de la population russe, au



premier trimestre 2024, les revenus nets disponibles - les revenus monétaires corrigés de l'inflation moins les paiements obligatoires des impôts, taxes, redevances et autres contributions obligatoires au budget de l'état - ont vu l'augmentation de 5,8% par rapport à l'année précédente (source : Rosstat). Sur l'ensemble de l'année 2024, l'augmentation du pouvoir d'achat est attendu à hauteur de 9,2% (source : ministère de l'Économie). Pour la France, cependant, une augmentation du pouvoir d'achat à hauteur de 1% brut pour l'année 2024 serait déjà considérée comme un très bon résultat, après une croissance de 0,8% brut pour l'année 2023 (source : l'OFCE).

De même, la Fédération de Russie est entrée dans le Top-3 du G-20 au niveau de la plus faible dette publique par habitant qui n'est que de 2.070\$/hab., contre 40.300\$/hab. en France, 50.600\$/hab. au Royaume-Uni ou encore 104.500\$ par habitant aux Etats-Unis d'Amérique. En France, le taux de chômage élevé de ce jour, la très faible croissance du PIB et la dette publique exorbitante pesant sur le présent et le futur de l'économie française ne sont que les constantes structurelles se développant en synchronie avec toute une série d'autres facteurs économiques résultant de la politique française irresponsable des dernières années et démontrant l'entrée prochaine de la France dans la récession économique.

La croissance du PIB à hauteur de 1,1% pour le premier semestre 2024, dont le chiffre correspond également à la croissance attendue pour l'ensemble de l'année en cours, malgré les prévisions de stagnation annoncées auparavant

par l'INSEE, ne doit guère être surestimée et prise pour une constante. La non-modération de la joie serait une importante erreur d'appréciation, car son augmentation n'est grandement due qu'à la hausse des dépenses publiques (+0,3% de la consommation des administrations et +0,6% de l'investissement public pour le second trimestre) qui ne fait que soutenir artificiellement le PIB du pays en creusant davantage la dette de l'état français.

La réindustrialisation ou la désindustrialisation ?

La désindustrialisation de la France n'est nullement un phénomène nouveau. Elle s'est mise en place dès la crise de 1974 et ne s'est jamais arrêtée depuis, en faisant de la France le pays européen qui s'est le plus désindustrialisé ces 50 dernières années.

Si en 1972 la part de l'industrie française dans le PIB était de 19%, en 2020 elle n'est plus que de 9%. De même pour la part d'emplois dans le secteur industriel : 37,4% en 1982, contre 13,3% en 2020.

Dès la période de la propagande électorale précédant la prise du pouvoir en 2017, Emmanuel Macron a choisi de se promouvoir avec un message politique tout à fait attractif adressé aux masses électorales : faire de la réindustrialisation de la France un chantier prioritaire de son mandat. Message adressé à des masses qui ne connaissent à peu près rien du fonctionnement de l'économie mondiale et des lois qui la gouvernent pour être pris au sérieux. Le travail d'un illusionniste, c'est de concentrer l'attention des spectateurs sur des détails devant leurs yeux et de ne surtout pas

leur permettre la vision globale de l'ensemble du processus en développement, ce qui mènerait, le cas échéant, inévitablement à la découverte de la supercherie.

Les années ont passé et Emmanuel Macron se vante de la grande réussite de son initiative de réindustrialisation de l'Hexagone. Les éléments mis en avant sont le solde positif de la création d'emplois dans l'industrie depuis 2017 et la création de 500 usines de plus en France en 2023 par rapport à 2016.

Très jolie image. Toutefois, la réalité est tout à fait différente.

La spécificité du secteur industriel français d'aujourd'hui et de ses capacités de production est dans une situation sous très forte dépendance directe des approvisionnements étrangers en matières premières critiques et en énergie.

Vouloir se libérer de cette dépendance - c'est une chose ; pouvoir se permettre ce luxe - s'en est une autre. Chercher des alternatives aux approvisionnements depuis, notamment, la Chine et la Russie est non seulement une idée utopique, mais, tout simplement, financièrement suicidaire pour de nombreux secteurs de l'industrie française, dont les marges de manœuvres sont déjà quasi inexistantes.

Et c'est exactement ce que le gouvernement Macron est en train d'imposer au secteur secondaire de l'économie française. En violant d'une manière grossière les règles de l'OMC, le tenant actuel du pouvoir en France est en train de provoquer la mise en place d'une riposte de la part de la Russie et de la Chine à l'hostilité française. Une riposte asymétrique qui aura des répercussions désastreuses et à très long terme

sur l'économie française.

Le seul espoir de l'industrie de l'Hexagone est dans la retenue rationnelle des décideurs de la coalition sino-russe qui ne se limiteront qu'à une riposte proportionnelle, au lieu d'exercer leur pouvoir de déclencher une guerre économique et de faire effondrer d'une manière radicale et dans des délais limités non seulement le secteur industriel de l'économie française, mais celui de l'ensemble de l'UE, en les privant d'importations vitales.

En parlant des chiffres du "miracle" de la réindustrialisation réalisée par le parti présidentiel, plusieurs éléments sont à retenir. Selon les dernières statistiques disponibles, la production industrielle française accuse une décroissance nette de 3.1% pour la période du 05/2023 au 05/2024. Selon les indices de l'INSEE datant de juillet 2024 sur le climat des affaires, hormis la période particulière du Covid, ce dernier est au plus bas depuis le mois d'avril 2015 pour le secteur des services et, pour le secteur de l'industrie, au plus bas depuis ces 11 dernières années - depuis le mois de juillet 2013.

Dans le secteur du BTP le climat des affaires est au plus bas depuis avril 2016. Dans le secteur du commerce de détail, hormis la chute d'avril 2022 liée à l'incertitude produite par le déclenchement du conflit en Ukraine, le climat des affaires est au plus bas depuis novembre 2014.

En ce qui concerne les 500 nouveaux sites industriels de plus en France en 2023 par rapport à 2016, les communicants de l'Elysée "oublie" de mentionner que la production manufacturière française, quant à elle, a baissé de 4.45% pour la même période. Alors qu'entre 2012 et l'arrivée de Macron au pouvoir en 2017, elle a, au contraire, connu une augmentation de 1.2%.

En ce qui concerne la production du matériel de transport sous les deux quinquennats de Macron, elle s'est, tout simplement, effondrée.

En mettant en avant le solde positif de création d'emplois dans l'industrie depuis 2017, une fois de plus, ils "oublie" de préciser qu'aujourd'hui la France est au 22ème rang européen sur les 27 en matière d'emploi industriel rapporté à l'emploi total.

La part de l'industrie dans le PIB français en 2016, avant la prise du volant du pouvoir par Emmanuel Macron, était de 17.43% ; en 2022, à l'issue des cinq années de son mandat, cette même part est de 17.38% (Statista), ce qui n'est rien d'autre que la démonstration d'une parfaite stagnation tout à fait éloignée des narratifs développés par l'Elysée.

Suite en pages 8 et 9



# La France En marche vers la récession

●●●  
Suite de la page 7

L'indice de la production industrielle des PMI est à 42,1, ce qui le place au plus bas depuis avril 2009, hors période Covid et la remontée post-Covid de décembre 2023.

Avec une vision à long terme, les statistiques nationales démontrent nettement et indiscutablement que le grand projet de la réindustrialisation de la France par le parti du président Macron, projet qui a été promu en tant que chantier prioritaire de ses deux quinquennats ne peut guère être qualifié de grande réussite. Et il n'est pas à négliger que nous parlons bien de l'élément de la politique nationale où l'effort et l'investissement ont été parmi les plus considérables.

La grande dépendance incontournable de l'industrie française vis-à-vis des importations énergétiques et des matières premières critiques depuis les pays, dont la France se positionne ouvertement d'une manière de plus en plus hostile, la main d'œuvre française incomparablement plus coûteuse que celle d'un grand nombre de concurrents sur le marché mondial et tant d'autres éléments de contraintes spécifiques à la production sur le sol français rendent l'idée de la réussite de la réindustrialisation française illusoire et totalement coupée de la réalité économique.

Le résultat de la gouvernance de Macron, étroitement associée à celle de l'UE, a directement mené vers l'impossibilité non seulement du développement, mais même d'une stagnation simple des industries énergivores françaises et européennes.

La survie durable de ces dernières ne peut être assurée qu'avec la délocalisation vers des pays procurant l'accès à des énergies à des coûts abordables pour pouvoir rester concurrentielles au sein du marché mondial. Notamment vers les Etats-Unis d'Amérique qui sont aujourd'hui les premiers bénéficiaires de la nouvelle politique économique de l'Union européenne et de la France.

A moyen et long terme, le processus de désindustrialisation de la France ne va que s'accroître et ne fera qu'aggraver l'important déséquilibre du commerce extérieur déjà existant, ce que j'évoquerai plus loin. Ce déséquilibre ne sera que proportionnel à l'ampleur de la désindustrialisation qui risque d'être plus vaste que celle connue entre 1979 et 1984, quand la chute de l'industrie française a été la plus brutale en Europe.

La production industrielle française risque d'être de moins en moins concurrentielle sur le marché mondial et de se replier progressivement sur le marché intérieur intra-européen, dont l'exécutif assurera le protectionnisme qui est déjà en train de prendre de l'ampleur. Le protectionnisme qui est bien une lame à double tranchant avec le prix qui va avec et qui sera également à payer.

## Le protectionnisme ou le néolibéralisme ?

La réponse est sans équivoque. D'une part, la politique commerciale protectionniste dans son état pur et irréflecti ne peut être que porteuse d'une grave récession économique.

A ne pas oublier les leçons de l'histoire : c'est bien la politique commerciale protectionniste qui fut la cause majeure de la Grande Dépression que le monde a connue de 1929 à 1939. L'instauration d'importantes mesures protectionnistes dans les pays industrialisés a fait muter la crise financière et la récession économique du début des années 1930 en une dépression économique à l'échelle mondiale.

La hausse des droits d'importation pour venir en aide à certains secteurs de l'économie nationale provoque inexorablement des mesures de rétorsion, symétriques ou asymétriques, de la part des pays-victimes des mesures protectionnistes. Le résultat obtenu n'est que la diminution réciproque du commerce international des pays impliqués.

Mais, d'autre part, le néolibéralisme tel qu'on le connaît depuis des décennies, ne peut être bénéfique à des pays occidentaux, dont la France, qu'à la condition qu'il s'applique à des pays "partenaires", dont la politique intérieure et étrangère est globalement soumise à la volonté occidentale. La soumission, telle qu'on la connaît depuis l'époque de la prétendue décolonisation : via la pression par des institutions financières internationales contrôlées par l'Occident collectif, telles que la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International ; via l'installation des présidences et des gouvernements dans des pays visés sous le contrôle du pouvoir occidental et, le cas échéant, via l'organisation de coups d'état, voir le lancement de guerres de remise en ordre des rapports "dominant-dominé".

La guerre en Ukraine s'est avérée être un élément accélérateur de la refondation de l'échiquier politico-économique mondial dans lequel la soumission du monde non-occidental à des règles néolibérales de l'Occident deviendra de plus en plus compliquée à maintenir et à développer par ce dernier.

De même, vu la montée en puissance des économies non-occidentales disposant de plus en plus de leviers de pressions et de capacités de ripostes symétriques et asymétriques vis-à-vis de la force occidentale dominatrice, le renforcement des mesures protectionnistes par les marchés occidentaux ne peut guère être considéré comme une solution salutaire.

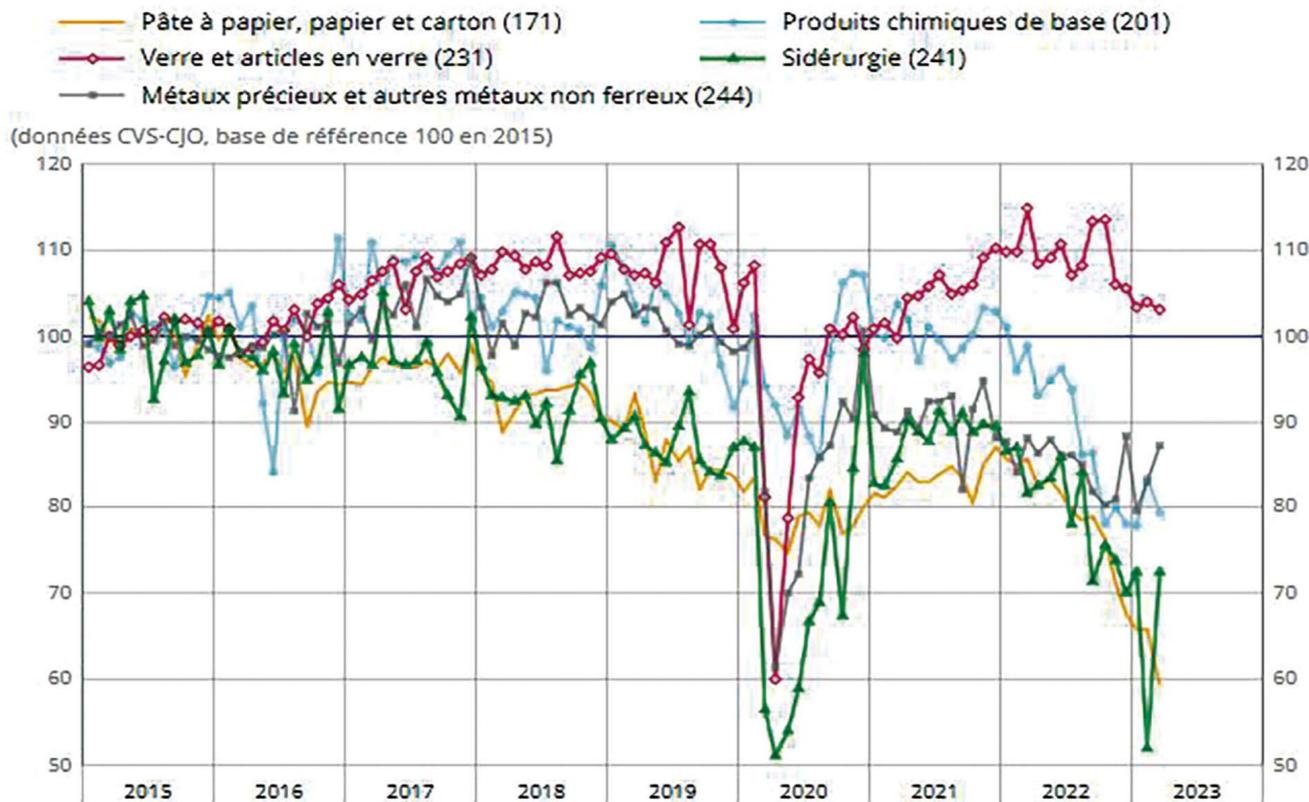
Ainsi, les nouvelles réalités mondiales en cours de développement ne peuvent que produire des constats alarmants vis-à-vis du futur de l'économie française.

## L'industrie du secteur des technologies avancées, est-elle salutaire ?

Certains économistes préconisent que la fuite du secteur énergivore de l'industrie hors UE n'est pas aussi grave qu'il paraît car, en ce qui concerne la part de l'industrie du secteur des technologies avancées, telles que technologies quantiques, de navigation, des biotechnologies et de la robotique, la position de l'UE et de la France est assez saine. Notamment, en 2022, 194 entreprises dans le domaine de l'intelligence artificielle (IA) ont été créées dans l'UE contre 160 en Chine et la part du secteur des technologies avancées de l'Union Européenne représente dans les 20% du volume mondial : 22% dans les technologies quantiques, 20% dans la navigation, 18% dans les biotechnologies et 18% dans la robotique (données 2022).

S'ils ont, d'une part, tout à fait raison de souligner le développement accru du secteur en question dans les pays de l'UE, ils négligent, toutefois, le facteur du poids financier actuel de ce dernier vis-à-vis de l'apport dans le PIB de l'UE et de la France en particulier. Et ce dernier reste relativement modeste par rapport à celui de l'industrie "traditionnelle" qui est en train de se désagréger sur le sol européen. D'autre part, il n'est pas à négliger que le développement du secteur des technologies avancées en France et en Europe, en général, se heurtera davantage dans un avenir très proche non seulement à la très importante concurrence américaine et chinoise déjà om-

## Indices mensuels de la production industrielle dans cinq branches industrielles intensives en énergie



niprésente, mais également à la forte croissance exponentielle de cette dernière de la part de la Chine qui affiche un grand dynamisme dans le domaine. Notamment, concernant les dépôts de brevets, tous secteurs confondus, en 2023 l'UE accuse une croissance de 2,9% contre 8,8% en Chine pour la même période (source : l'OECD).

Le facteur de développement des hautes technologies à lui seul n'est guère salutaire : l'Allemagne qui a déposé en 2023 incomparablement plus de brevets que la France - 24.966 contre 10.814 - est un pays dont le marché est également en train d'entrer à grand pas dans une récession économique. La force toute particulière de la France dans le domaine des technologies avancées se situe dans le secteur des transports/l'aéronautique, et, comme indiqué auparavant, c'est bien la production du matériel de transport qui s'est littéralement effondrée dans l'Hexagone - et ceci malgré la continuation de l'innovation suivie par un important dépôt de brevets dans le domaine.

## Le déficit commercial français et les énergies

En ce qui concerne le déficit commercial français, ce dernier se maintient dans des sommets peu enviables : 85,9 milliards d'euros pour la période de mai 2023 à mai 2024, dont 8 milliards d'euros pour le seul mois de mai der-

nier (source : Insee).

Certes, le camp politique de Macron peut se vanter de n'avoir creusé que 85,9Mld de déficit contre le record absolu de 162Mld d'euros qu'il a réalisé en 2022 (source : Douanes Françaises), mais il n'y a pas de quoi se réjouir : le très grave déséquilibre du commerce extérieur ne va que s'accroître car, à ce jour et dans les horizons du visible, il n'y a strictement aucun indice politico-économique sérieux permettant de supposer le contraire. Ce n'est pas depuis hier, mais depuis l'année 2006 que la balance commerciale française est dans le rouge chaque année consécutive sans exception et le déficit cumulé des dix-huit dernières années a déjà dépassé les 650Mld d'euros.

Les principales raisons structurelles de ce grave déficit sont un important déséquilibre du solde des échanges des biens manufacturés, dont la concurrentialité française est plombée par le très haut niveau des prix de l'énergie faisant exploser les coûts de production; la forte dépendance française aux énergies fossiles importées et, surtout, l'incapacité déconcertante du président Emmanuel Macron et des responsables de son appareil exécutif à mener une politique économique nationale et, surtout, une politique étrangère qui ne sera pas profondément irresponsable vis-à-vis des intérêts stratégiques de la France qui exigent l'atténuation des retombées désastreuses sur l'économie française par le maintien de relations politico-

diplomatiques saines avec des pays-fournisseurs de l'énergie. En ce qui concerne les capacités de la production nationale d'électricité, les inquiétudes des Français à la suite de la privation de la France de sa première source d'uranium qui est le Niger ont été atténuées par la communication d'informations sur les stocks français d'uranium qui semblent être suffisants pour faire fonctionner les centrales électriques de l'Hexagone durant les 32-40 ans années à venir. Le Texte n° 222 déposé au Sénat, le 19 décembre 2023, dévoile : "Si la France ne dispose pas directement d'uranium naturel sur son territoire, les opérations d'enrichissement ont, elles, lieu en France. Aujourd'hui, pour faire fonctionner nos 56 réacteurs nucléaires, EDF a besoin de 8 à 10 000 tonnes d'uranium naturel chaque année. Fin 2021, le stock d'uranium appauvri entreposé sur notre territoire national était de 324 000 tonnes". Pourtant, l'apaisement des Français à ce sujet est bien hâtif.

Ce même texte stipule : "...en conservant ce rythme actuel [de l'accroissement des réserves de l'uranium], il devrait avoisiner 550 000 tonnes en 2050". Ce qui laisse sous-entendre, à juste titre, l'importance stratégique de la continuation de l'accumulation des stocks. Pourtant, les indications des rythmes de l'accumulation des réserves de l'uranium indiquées dans ce texte du Sénat sont aujourd'hui tota-

lement coupées de la réalité.

Non seulement ils ne sont plus réalisables, mais la probabilité est forte que les réserves stratégiques "intouchables" dont la France dispose commenceront à être consommées sous peu, faute de volumes d'importations suffisantes, et cela sera le signe du début du désastre énergétique à venir. Avant d'avoir retiré ce début juillet 2024 le permis d'exploitation d'un important gisement d'uranium à Madaouéla (Nord du Niger) au groupe canadien GoviEx, le 19 juin, le gouvernement nigérien a retiré le permis d'exploitation du gisement d'uranium d'Imouraren au groupe français Orano (ex-Areva). Imouraren qui est classé comme l'un des plus grands gisements d'uranium au monde, avec des réserves estimées à 200 000 tonnes. La politique étrangère irresponsable du gouvernement de Macron a fait perdre à la France son premier fournisseur d'uranium qui est le Niger. Et ceci d'une manière irrévocable : les puissances étrangères que la France a ouvertement inscrit sur la liste de ses ennemis feront et sont déjà en train de faire le nécessaire pour assurer cette irrévocabilité. La perte par la France de l'accès à ces gigantesques réserves de combustible pour ses centrales électriques est un échec stratégique qui réduit considérablement les alternatives d'approvisionnement et met Paris en position de dépendance accrue vis-à-vis d'autres fournisseurs actuels et potentiels restants.

En parlant du second fournisseur d'uranium pour la France - le Kazakhstan - qui, après la perte du Niger, devient, de facto, le tout premier fournisseur, les autorités françaises n'oublient pas de mentionner que l'exploitation et l'importation depuis ce pays de l'Asie centrale se déroulent via l'entreprise locale "Katco" qui assure 7% de la production mondiale d'uranium et dont le français "Orano" en détient 51% du capital. Néanmoins, ce que l'Elysée "oublie" de communiquer à ses citoyens, c'est que les 49% restants du capital de "Katco" sont détenus par l'entreprise "Kazatomprom", laquelle, à son tour, appartient à 50% à l'entreprise "Tsentrif Obogosheniya Urana" dont la Fédération de Russie est le co-propriétaire. On ne peut que féliciter la présidence française d'être victime de tels trous de mémoire qui sont salutaires vis-à-vis du danger de l'apparition d'une importante dissonance cognitive chez son électeur.

En parlant du second fournisseur d'uranium pour la France - le Kazakhstan - qui, après la perte du Niger, devient, de facto, le tout premier fournisseur, les autorités françaises n'oublient pas de mentionner que l'exploitation et l'importation depuis ce pays de l'Asie centrale se déroulent via l'entreprise locale "Katco" qui assure 7% de la production mondiale d'uranium et dont le français "Orano" en détient 51% du capital. Néanmoins, ce que l'Elysée "oublie" de communiquer à ses citoyens, c'est que les 49% restants du capital de "Katco" sont détenus par l'entreprise "Kazatomprom", laquelle, à son tour, appartient à 50% à l'entreprise "Tsentrif Obogosheniya Urana" dont la Fédération de Russie est le co-propriétaire. On ne peut que féliciter la présidence française d'être victime de tels trous de mémoire qui sont salutaires vis-à-vis du danger de l'apparition d'une importante dissonance cognitive chez son électeur.

En parlant du second fournisseur d'uranium pour la France - le Kazakhstan - qui, après la perte du Niger, devient, de facto, le tout premier fournisseur, les autorités françaises n'oublient pas de mentionner que l'exploitation et l'importation depuis ce pays de l'Asie centrale se déroulent via l'entreprise locale "Katco" qui assure 7% de la production mondiale d'uranium et dont le français "Orano" en détient 51% du capital. Néanmoins, ce que l'Elysée "oublie" de communiquer à ses citoyens, c'est que les 49% restants du capital de "Katco" sont détenus par l'entreprise "Kazatomprom", laquelle, à son tour, appartient à 50% à l'entreprise "Tsentrif Obogosheniya Urana" dont la Fédération de Russie est le co-propriétaire. On ne peut que féliciter la présidence française d'être victime de tels trous de mémoire qui sont salutaires vis-à-vis du danger de l'apparition d'une importante dissonance cognitive chez son électeur.

## IDE en France : les illusions et la réalité

Si la France, dont les flux nets des investissements directs étrangers (IDE) ont atteint 72,7 milliards d'euros en 2022 et 39,1 milliards en 2023, reste depuis plusieurs années consécutives bien en tête des IDE sur le sol européen - ce résultat positif est à nuancer. Les stocks d'investissements étrangers en France se concentrent à près de 70% sur trois secteurs : 35% pour celui de l'industrie (à fin 2023), 14% pour les finances-assurance et 19% pour les activités immobilières (source : Banque de France).

Malgré les investissements étrangers assez impressionnants, il est important de ne pas négliger les facteurs qui s'y attachent et qui sont d'une importance stratégique. Notamment, les IDE qui ont lieu en France visent non pas la création de nouveaux emplois, de nouveaux projets de développement et la création de nouveaux sites, mais principalement l'extension des sites déjà existants. En 2021, les projets visant la création de nouveaux sites ne représentaient que 31%, contre 69% pour des sites déjà existants. Le nombre moyen d'emplois créés par projet étaient de 38.

En même temps et à titre de comparaison, ces proportions sont tout à fait différentes dans d'autres pays européens et ceci en grande faveur de la France. Notamment, selon les dernières données disponibles (année 2021), en Allemagne, les projets visant la création de nouveaux sites représentaient 81%, contre 19% pour des sites déjà existants. Le nombre moyen d'emplois créés en Allemagne par projet était de 45. Au Royaume-Uni, les projets visant la création de nouveaux sites représentaient 77%, contre 23% pour des sites déjà existants. Le nombre moyen d'emplois créés en Grande Bretagne par projet était de 68 (source : EY).

Ainsi, les résultats de l'attraction des investissements directs étrangers dans l'économie française qui sont présentés par l'actuel pouvoir en tant qu'un très grand succès de sa politique sont bien à nuancer : la monnaie étrangère investie en France génère de 30 à 50% d'emplois en moins qu'en Allemagne ou en Grande-Bretagne, ce qui reflète nettement la réalité désastreuse de la politique française d'emploi.

## Les défaillances d'entreprises

Plus de secret pour personne que dans la période du 06/2023 au 06/2024, la quasi-intégralité des pays de l'UE ont enregistré un nombre de défaillances d'entreprises supé-

rieur à celui d'avant la pandémie du Covid. La France ne fait non seulement pas l'exception dans la tendance généralisée dans l'espace européen, mais en % détient même le "leadership" vis-à-vis de l'Allemagne et du Benelux au niveau des défaillances d'entreprises et ceci depuis le début de 2023.

Pour les entreprises, les coûts dus à plusieurs éléments clés tels que le refinancement, les salaires et l'énergie sont nettement plus élevés qu'avant la période Covid - ce qui n'est guère le cas de la demande. Le grand manque de confiance des ménages dans l'avenir les fait privilégier l'épargne à la consommation, ce qui déclenche un cercle vicieux, dont la formule est simple : la baisse de la consommation augmente les faillites d'entreprises qui détruisent l'emploi et, de facto, baissent d'avantage la demande des ménages - ce qui, à son tour, impacte directement la croissance. Non seulement la France enregistre 60.210 entreprises de toutes tailles confondues qui sont entrées en procédure de défaillances ou de cessation de paiement sur un an (données de la Banque de France, fin mai 2024), ce chiffre inclue les 5.161 entreprises de taille intermédiaire (ETI) et les grosses PME - ce qui est supérieur même à celui du triste record de 4.825 défaillances qui ont été comptabilisées en septembre 2009, après la crise financière que le monde a connue. Les secteurs-clés, tels que l'industrie, l'information/communication et le transport sont grandement impactés et la tendance les concernant ne fait que s'aggraver.

## Post-scriptum

Contrairement aux Etats-Unis d'Amérique qui ont pu, jusqu'à présent, maintenir leur économie nationale à un niveau tout à fait confortable via le déclenchement dans le monde de guerres de répression des menaces à leur hégémonie assurée par le statut de l'outil principal opérationnel qui est le dollar américain, en couvrant grossièrement les invasions par des logans sur l'apport de la lumière de la démocratie dans des ténèbres dictatoriales et en tuant au passage des millions de personnes dans ledit processus de "démocratisation" - la France n'est guère ni en position, ni en capacité d'appliquer ce modus operandi, même si ce dernier est considéré comme le plus efficace pour obtenir gain de cause avec l'engagement de la moindre contrepartie.

Les éléments énumérés dans ce dossier d'une manière non exhaustive et ne comprenant pas toute une série d'autres problèmes structurels graves de l'économie française, tels que le niveau des impôts et taxes le plus élevé au monde, le système fiscal le plus complexe au monde, la dette publique exorbitante qui connaît la plus grande croissance au sein de l'UE et atteint 3.200 Mld €, le gigantesque déficit public qui se creuse davantage chaque année et atteint la hauteur de 154Mld € pour la seule année de 2023 après 124,9Mld € pour l'année de 2022 - ce sont de désastreuses conséquences structurelles produites par la politique nationale et étrangère néfaste menée par la gouvernance française et nécessitant un changement radical de son vecteur dans les plus brefs délais. Le cas échéant, la seule réalité que connaîtra la France sera celle de l'entrée inexorable de son économie dans une profonde récession.

O. N.

(\* Président du CCIE ([www.c-cie.eu](http://www.c-cie.eu)) (Ancien directeur de l'MBA, ancien professeur auprès des masters des Grandes Ecoles de Commerce de Paris)



Synthèse Rédaction  
internationale

« Une histoire positive rare de Ghaza : le 1er tour de la campagne de vaccination antipolio s'est terminé avec succès », s'est félicité M. Lazzarini dans un message publié sur la plateforme X.

"L'UNRWA et ses partenaires ont vacciné des centaines de milliers d'enfants atteignant une couverture vaccinale de 90pc", a-t-il précisé. Et de poursuivre : "Les parties au conflit ont largement respecté les différentes pauses humanitaires requises démontrant lorsqu'il existe une volonté politique, l'aide peut être fournie sans interruption".

"Notre prochain défi est de fournir aux enfants leur deuxième dose de vaccin à la fin du mois de septembre", a encore dit le patron de l'UNRWA.

Et de conclure : "Même si de nouvelles pauses seront nécessaires pour mener la campagne en toute sécurité, ce dont les habitants de Ghaza ont urgemment besoin où qu'ils se trouvent, c'est un cessez-le-feu immédiat".

Le bilan de l'agression sioniste contre la bande de Ghaza, en cours depuis le 7 octobre 2023, s'est élevé à 41.226 martyrs et 95.413 blessés, en majorité des femmes et des enfants, a indiqué lundi le ministère palestinien de la Santé. L'agression sioniste barbare contre Ghaza a également entraîné des destructions massives d'infrastructures, en plus d'une catastrophe humanitaire sans précédent.

### L'accès aux soins médicaux menacé par les incursions sionistes en Cisjordanie

Par ailleurs, les incursions en Cisjordanie occupée et les attaques répétées de l'armée sioniste

contre les personnels de santé, les ambulances et les installations médicales entravent gravement la capacité de la population à accéder aux soins médicaux, a déclaré l'organisation Médecins Sans Frontières (MSF).

"Les incursions sionistes, qui ont débuté aux premières heures du 28 août, ont également causé des dégâts à grande échelle aux infrastructures routières, aux réseaux électriques et à l'approvisionnement en eau, entravant sérieusement la capacité de MSF à mener des activités médicales dans les villes de Jénine et de Tulkarem", indique l'ONG.

"Il est presque impossible d'atteindre les personnes dans le besoin. Ces incursions ne sont pas

annoncées, ce qui laisse les gens très mal préparés.

Des mères nous ont notamment dit qu'elles n'avaient pas assez de nourriture pour leurs bébés. Les habitants se sentent à la fois pris au piège et isolés", souligne MSF. "Notre personnel est actuellement limité dans ses déplacements et dans sa capacité à apporter une aide directe à la population", a expliqué Caroline Willemen, coordinatrice de projet de MSF, affirmant que "les incursions doivent cesser et un accès sans entrave aux soins de santé doit être rétabli dès que possible".

Elle a aussi relevé que les forces sionistes "ont bloqué les accès à la ville, empêchant les équipes MSF de gérer des cliniques mo-

biles et de soutenir la maternité MSF située à l'extérieur de la ville", signalant qu'à "l'intérieur de la ville, la clinique MSF est opérationnelle, mais les personnes rapportent que les blocus et le sentiment d'insécurité empêchent les patients d'y accéder".

Caroline Willemen a souligné en outre qu'"à Jénine et à Tulkarem, les ambulances et les personnels de santé ont été attaqués à plusieurs reprises, compromettant gravement les activités médicales. Après huit jours d'incursion, les besoins augmentent, notamment dans les camps, et une réponse humanitaire accrue est nécessaire". "Des véhicules blindés (sionistes) sont stationnés aux entrées de l'hôpital Khalil Su-

leiman, soutenu par MSF à Jénine, et le personnel de l'hôpital a du mal à maintenir ses activités dans un contexte de pénurie d'électricité et d'eau", a expliqué Willemen. Les récentes incursions en Cisjordanie sont les plus intenses depuis 2002.

Au 5 septembre, 39 Palestiniens sont tombés en martyrs et 140 ont été blessés, selon le ministère de la Santé palestinien. Ces attaques s'inscrivent dans un contexte de violence plus large qui s'est fortement aggravé depuis le début de la guerre à Ghaza, le 7 octobre 2023.

Plus de 703 Palestiniens sont morts en martyrs en Cisjordanie occupée, depuis octobre 2023.

R. I.

## Vaccination antipolio à Ghaza Plein succès pour le 1<sup>er</sup> tour de la campagne

Le Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA), Philippe Lazzarini, a déclaré, hier, lundi, que le premier tour de la campagne de vaccination antipolio dans la bande de Ghaza s'était terminé "avec succès".



### Soudan

## Au moins 40 civils tués dans une attaque des RSF dans le centre du pays

Au moins 40 civils ont été tués dimanche dans une attaque des Forces de soutien rapide (RSF) contre un village du centre du Soudan, selon un comité de résistance local.

«Une attaque des RSF contre le village de Gouz Al-Naqa, dans la région d'Abu Gouta, dans l'Etat de Gezira, a coûté la vie à au moins 40 civils», a déclaré dans un communiqué le Comité de résistance d'Abu Gouta, une organisation non gouvernementale.

Plusieurs cadavres sont restés exposés dans le village, les RSF empêchant les villageois déplacés de revenir enterrer les morts, selon le communiqué.

Le comité a appelé les organisations de

la société civile à faire pression sur les RSF pour permettre aux habitants d'entrer dans le village pour enterrer leurs morts.

Les RSF n'ont pas encore commenté cette attaque.

Les RSF ont pris le contrôle de l'Etat de Gezira en décembre 2023 après le retrait des Forces armées soudanaises (SAF) de Wad Madani, la capitale de l'Etat.

Depuis le 15 avril 2023, le Soudan est en proie à un violent conflit entre les SAF et les RSF, qui a fait au moins 16.650 morts et déplacé des millions de personnes.

APS

### UNRWA

## Du personnel de l'ONU craint d'être une «cible» à Ghaza

Un responsable de l'ONU a déclaré samedi que du personnel des Nations unies travaillant dans la bande de Ghaza craignait d'être désormais des "cibles" après une récente frappe de l'armée sioniste meurtrière sur une école transformée en refuge.

La frappe aérienne sioniste, perpétrée mercredi contre l'école Al-Jawni gérée par les Nations unies à Nousseirat (centre), a fait 18 martyrs, selon la Défense civile de Ghaza. Six employés de l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens (UNRWA) figurent parmi ces victimes. Cette frappe, qui a suscité une

condamnation internationale, est la plus meurtrière pour l'Unrwa en plus de onze mois de l'agression sioniste contre Ghaza. "Un collègue a dit qu'ils ne portaient plus le gilet de l'UNRWA parce qu'ils ont le sentiment que cela fait d'eux une cible", a déclaré samedi Sam Rose, directeur adjoint de l'agence onusienne, après s'être rendu à Nousseirat. Les agents de l'UNRWA "étaient en train de manger" dans ce qui semblait être une salle de classe "quand la bombe a frappé" et détruit une partie du bâtiment, a-t-il indiqué à Ghaza.

"Le fils d'un membre du personnel avait apporté un repas",

a raconté M. Rose, ajoutant que le groupe s'est ensuite demandé s'il devait manger dans le bureau du directeur avant de se rabattre sur la salle. Les forces d'occupation sionistes ont visé, selon les autorités palestiniennes, 172 centres d'hébergement depuis le début de l'agression sioniste contre la bande de Ghaza, le 7 octobre 2023, dont 152 écoles de l'UNRWA, gouvernementales et privées".

Selon l'UNRWA, plus de 220 de ses employés ont été tués dans l'agression génocidaire sioniste contre la bande de Ghaza, depuis octobre 2023.

R. I.

## Point marchés

# Wall Street incertaine sur la prochaine décision de la Fed

**La Bourse de New York devait ouvrir en ordre dispersé, hier, lundi, tandis que l'Europe peine à trouver une direction à mi-séance en raison de l'incertitude entourant la décision de la Réserve fédérale à l'issue de sa réunion de politique monétaire, aujourd'hui, et demain, mercredi.**

Les futures sur indices new-yorkais suggèrent une ouverture de Wall Street hésitante, le Dow Jones s'affichant en hausse de 0,21%, le Standard & Poor's 500 stable et le Nasdaq en recul de 0,22%.

À Paris, le CAC 40 gagne 0,07% à 7.470,45 points vers 11h00 GMT. Le Dax à Francfort abandonne 0,28% tandis que le FTSE à Londres baisse de 0,05%.

L'indice paneuropéen FTSEurofirst 300 prend 0,05%, tout comme l'EuroStoxx 50, et le Stoxx 600 croît de 0,08%.

Observateurs et responsables de politique monétaire apparaissent divisés sur l'ampleur de la baisse de taux attendue de la part de la Fed, qui devrait marquer le début d'un cycle d'assouplissement de la banque centrale.

Depuis le pivot acté au cours du symposium de Jackson Hole, en août, l'institution met l'accent sur son objectif de plein emploi, jugeant que son objectif de stabilité des prix est proche d'être atteint. Les données sur le marché de



l'emploi aux Etats-Unis envoient néanmoins des signaux contradictoires : si le nombre de postes créés est en recul, le taux de chômage a reculé en août.

Goldman Sachs y voit la preuve de la solidité du marché de l'emploi et d'une offre abondante de main d'oeuvre aux Etats-Unis mais d'autres observateurs,

comme Pictet Wealth Management, craignent que la fragilité de la demande de travail ne force la Fed à baisser ses taux de manière plus agressive que ne l'anticipent les marchés.

La grande majorité des économistes interrogés par Reuters s'attendent à une baisse de taux de 25 points de base mercredi, tandis

que les marchés monétaires estiment probable à 60% une baisse de 50 points de base.

"L'inflation se refroidit visiblement et le degré actuel de resserrement n'est plus nécessaire. La Fed pourrait alors choisir, dans une optique de gestion des risques, d'assouplir rapidement sa politique afin d'éviter une hausse du chômage", commente Paolo Zanghieri, économiste senior chez Generali Investments, qui s'attend à une baisse de 25 points de base en septembre, mais possiblement de 50 points de base en novembre et décembre.

### LES VALEURS A SUIVRE A WALL STREET

La grève de plus de 30.000 ouvriers de Boeing en était à son quatrième jour lundi, alors que des négociations avec la direction doivent reprendre mardi.

Intel peut obtenir des subventions fédérales d'un montant de 3,5 milliards de dollars afin de fabriquer des semi-conducteurs pour le ministère américain de la Défense, a rapporté Bloomberg News vendredi.



### LES VALEURS A SUIVRE EN EUROPE

Icade (+3,5%) et Ipsen (+5,5%) sont tous deux en hausse après des relèvements de recommandation. Rexel prend 9,32% après avoir rejeté dimanche une proposition de rachat par QXO, le groupe du milliardaire Brad Jacobs, pour 8,46 milliards d'euros. Le spécialiste de la santé animale Virbac grimpe de 6,61% après avoir fait état d'un bénéfice semestriel meilleur que prévu et confirmé ses prévisions annuelles.

Phoenix Group perd 3,38%, le groupe ayant annoncé lundi avoir suspendu le processus de vente de sa division SunLife en raison de l'incertitude réglementaire.

### PETROLE

Le cours du baril progresse modestement malgré les dernières données chinoises, qui suggèrent un affaiblissement de la demande de la deuxième économie mondiale, car la production américaine dans le golfe du Mexique demeure contrainte.

Le Brent progresse de 0,47% à 71,95 dollars le baril, le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) se renchérit de 0,61% à 69,07 dollars.

Reuters

## Analyse

# Sans un pied à Wall Street, difficile de faire des étincelles en Bourse

Où en sommes-nous sur le CAC 40 ? Réponse : un recul de 1,4% depuis le 1er janvier à la clôture de jeudi soir et -3,5% sur les trois derniers mois. Sur la même période, l'indice S&P 500 affiche un gain de 17,3% et de 3%. A priori, quelle idée insensée de vouloir comparer notre CAC 40 aux 500 plus grosses capitalisations de la Bourse américaine ? Pour rappel, une seule valeur de l'indice S&P 500, Nvidia en l'occurrence, pèse aussi lourd en termes de capitalisation boursière que l'ensemble de nos quarante champions nationaux de la Bourse de Paris. Comparaison n'est pas raison ! Certes, mais pour quelle raison un épargnant français devrait-il se priver de profiter de l'extraordinaire dynamisme de la Bourse américaine ? Même si vous êtes détenteur d'un PEA réservé aux valeurs européennes, il existe aujourd'hui de nombreuses possibilités d'investir à Wall Street en toute conformité avec les règles de fonctionnement du Plan d'Épargne en Actions.

Le propos n'est pas de délaissier la France à un moment où nous sommes confrontés à une période difficile, mais de rappeler aux investisseurs particuliers que la diversification géographique de ses placements constitue un acte de gestion essentiel. La France n'est d'ailleurs pas le seul pays en cause. Depuis le début de l'année, l'indice Eurostoxx 50 représentatif des cinquante plus importants groupes de la zone euro affiche un gain limité de 6,5%, très éloigné des performances de Wall Street. Sur trois mois la baisse atteint 2,5%. La sous-performance des valeurs européennes ne date pas d'hier : sur dix ans l'Eurostoxx 50 doit se contenter d'une hausse de 50%, alors que la Bourse de New York aligne un gain prodigieux de 182%.

Le retard chronique de l'Europe trouve son origine dans l'écart de croissance économique existant entre les deux continents. Dans un rapport de 400 pages remis cette semaine à la Commission européenne par Mario Draghi, l'ex-président de la BCE, appelle à un « sursaut » nécessaire si nous ne voulons pas être condamné à une lente agonie face au dynamisme nord-américain et à l'émergence de géants venus d'Asie, Chine en tête. Selon les données de la Banque mondiale, l'écart de PIB entre les deux continents a doublé en 20 ans pour atteindre 30% de croissance supplémentaire en 2023. Le revenu réel par habitant a augmenté presque deux fois plus vite aux Etats-Unis qu'en Europe. Sans mesure forte destinée à redresser notre productivité, ainsi que le financement de l'innovation et de l'investissement, le déclin dont nous sommes victime n'a aucune chance de se réduire. Le décrochage économique est patent, il se retrouve en toute logique dans les performances boursières des deux continents.

Ce jeudi, les places européennes ont salué la décision de la BCE de réduire ses taux directeurs de 25 points de base. Les investisseurs ont apprécié le geste, mais de nombreux analystes estiment que le rythme de baisse du loyer de l'argent est trop lent dans la zone euro au regard de la faiblesse de la croissance. Les Etats-Unis sont confrontés aux mêmes difficultés, à la différence près que la croissance économique potentielle de long terme y est nettement plus élevée.

Nos efforts pour limiter la sous-performance des valeurs françaises dans nos différents portefeuilles ont porté leurs fruits. Le Défensif n'a reculé que de 0,69% au cours des trois derniers mois. Son recentrage autour de

certaines valeurs plus résilientes, comme Air Liquide, les plus grands acteurs européens de l'assurance et trois grands groupes allemands plus tournés vers la consommation des ménages que vers l'industrie, a contribué à apporter une grande stabilité.

L'Offensif, plus engagé dans le secteur industriel (notamment Saint-Gobain, Safran, Thales, Alstom ou Michelin), et jusqu'à une période récente dans la technologie européenne, a été plus éprouvé. La baisse limitée à 2,3% est toutefois moins forte que celle du CAC 40.

Notre meilleure performance a cependant été enregistrée par notre sélection d'ETF Monde. Celle-ci, très présente dans le secteur financier européen, surtout celui de l'assurance avec notre ETF Amundi Stoxx Europe 600 Insurance, a très bien résisté. Mais, nous avons aussi conservé au cours de ces derniers mois une position forte orientée vers les valeurs américaines ayant nettement contribué à stabiliser la performance. Il s'agit des trackers Lyxor Ucits ETF PEA Nasdaq 100 et du Lyxor PEA S&P 500 indexés sur les deux principaux indices boursiers de Wall Street. Nous avons réduit dès le début du mois de septembre les lignes consacrées à ces différents produits, en raison de la brutale correction intervenue dès la fin août, mais une partie de ces positions a été reconstituée ce jeudi, avec l'achat de 300 parts du tracker Lyxor Ucits ETF PEA Nasdaq 100.

Quelle stratégie pour cette rentrée de septembre ? Le thème de la sous-performance chronique des valeurs européennes comparée aux américaines revient une fois de plus sur le devant de la scène. La démonstration est faite qu'il devient difficile de gérer un portefeuille boursier sans avoir un pied dans

la Bourse américaine, y compris dans le cadre d'un PEA. Comme nous l'expliquions en introduction, les ETF dits synthétiques qui répliquent à l'identique le comportement des plus grands indices boursiers mondiaux constituent un excellent moyen de diversifier son PEA au-delà des valeurs du CAC 40 en particulier et des grands groupes européens en général. Cette ouverture vers les valeurs nord-américaines répond à une diversification naturelle dans le cadre de notre sélection d'ETF Monde. Elle sera progressivement renforcée dans les semaines à venir au fur et à mesure que la volatilité retombera à Wall Street. Au-delà des valeurs technologiques du Nasdaq très réactives aux changements d'humeur des investisseurs nord-américains, nous suivons de près l'indice S&P 500 plus représentatif de l'ensemble de la cote américaine. Il n'est également pas exclu que nous amorcions prochainement un début de diversification vers la Bourse de New-York au sein de nos portefeuilles Défensif et Offensif. L'objectif serait de progressivement construire une prise de position limitée à 10 ou 15% du montant de ces deux portefeuilles afin de dynamiser la performance de long terme. L'argument du risque de change régulièrement mis en avant pour justifier la réticence de la plupart des gérants de patrimoine vis-à-vis des placements en dollars est de moins en moins pertinent. Le différentiel de croissance de l'économie américaine la vieille Europe se traduit par une grande fermeté du dollar par rapport à l'euro sur longue période. Nous reviendrons prochainement sur l'impact de l'évolution de la parité euro/dollar sur un portefeuille détenu par des résidents européens.

In Boursorama



### Une puissance de seulement 15 MW

Rappelons tout d'abord que le pays le plus nucléarisé au monde n'est autre que les États-Unis, avec 25 % des réacteurs actifs dans le monde. Néanmoins, 49% de ces mêmes réacteurs sont âgés de plus de quarante ans, ce qui pose évidemment des problèmes divers.

De plus, en ce qui concerne les nouveaux projets d'installations nucléaires, l'heure n'est plus vraiment aux centrales classiques, dont les coûts de construction sont particulièrement onéreux. Aujourd'hui, les projets de petits réacteurs modulaires (SMR) sont donc davantage plébiscités. Ils présentent plusieurs avantages, notamment leur simplicité, leur compacité, leur flexibilité en ce qui concerne la construction et l'exploitation ou encore la possibilité de les utiliser seuls ou en combinaison avec d'autres réacteurs du même type selon les besoins.

La start-up américaine Deep Fission est allée encore plus loin en matière de SMR avec un concept de microréacteur qui reprend également les principales caractéristiques des réacteurs à eau pressurisée (REP). Alors que les SMR classiques ont une puissance comprise entre 50 et 500

**Aux États-Unis, une start-up pas comme les autres porte un projet assez étonnant. Elle souhaite en effet installer des microréacteurs nucléaires dans des puits à une profondeur de 1,6 kilomètre. L'objectif serait double. Cela permettrait de réduire les coûts inhérents à la construction d'une centrale plus classique tout en limitant les risques de catastrophe.**



MW, les microréacteurs de Deep Fission ont une puissance de seulement 15 MW. Ainsi, tout exploitant désirant multiplier la puissance disponible élargira son installation selon ses besoins (voir ci-dessous).

### Quels avantages ces microréacteurs nucléaires présentent-ils ?

Rappelons tout de même que la construction d'un réacteur REP (SMR ou non) est onéreuse non pas en raison de son combustible, mais plutôt au niveau

d'autres composants tels que la cuve sous pression en acier d'une épaisseur de 20 à 30 cm, le pressuriseur ainsi que l'enceinte de confinement. Cette dernière implique notamment la construction de murs d'une épaisseur de 1,8 m. Ainsi, Deep

Fission désire placer ses microréacteurs d'une largeur de 76 cm dans des puits de forage d'une profondeur de 1,6 km. Selon la start-up, l'idée présente divers avantages comme l'absence de cuve pressurisée. En effet, la pression de l'eau à cette profondeur (160 atm) peut faire fonctionner le réacteur sans cuve. Citons également l'abandon de l'enceinte de confinement, également possible grâce à la profondeur de l'installation. Le niveau de sécurité serait donc acceptable selon Deep Fission, car les roches solides situées sous la nappe phréatique jouent justement le rôle de dispositif de confinement en cas de dysfonctionnement. Si une catastrophe se produit, il suffirait alors de remblayer et boucher le puits. Par ailleurs, sous terre, l'installation reste à l'abri de différents aléas comme les inondations, les tornades et les tsunamis. Enfin, les travaux de forage nécessitent un investissement financier bien inférieur à celui de grandes structures telles que les réacteurs REP habituels.

Science post

## Les champions de la tech africaine Prêts à briller au TechCrunch Startup Battlefield !

Huit startups africaines viennent d'être sélectionnées pour participer à l'édition 2024 du TechCrunch Startup Battlefield, une compétition prestigieuse qui se déroulera à San Francisco du 28 au 30 octobre. Ce concours vise à mettre en lumière les entreprises technologiques les plus prometteuses au monde. Parmi ces startups, sept viennent du Nigeria et une du Maroc. Elles opèrent dans des secteurs variés comme la cybersécurité, la blockchain, la santé et la gestion des talents. Cette compétition représente une opportunité inestimable pour ces startups africaines de se connecter à des investisseurs et de gagner un prix de 100 000 \$ sans prise de capital. Le TechCrunch Startup Battlefield est reconnu pour sa capacité à lancer des startups sur la scène mondiale, en leur offrant une visibilité médiatique et des rencontres avec des investisseurs de premier plan. Depuis sa création, le

concours a révélé plusieurs entreprises qui sont devenues des leaders dans leur domaine. La participation de startups africaines démontre l'évolution rapide de l'écosystème technologique sur le continent et l'innovation croissante dans les solutions africaines.

Start-ups agroalimentaires : les innovations africaines qui changent la donne écologique !

Ces startups ont été sélectionnées parmi des milliers de candidatures mondiales, reflétant non seulement leur potentiel innovant, mais aussi l'intérêt croissant pour les solutions technologiques venues d'Afrique. Avec une augmentation des investissements technologiques sur le continent et des projets pionniers dans divers secteurs, la présence africaine à un événement aussi influent montre que l'Afrique est en train de se positionner comme un acteur clé dans l'innovation mondiale.

aim

## Économie numérique La Tunisie mise sur de nouveaux mécanismes financiers pour soutenir ses startups

Lors d'une visite à l'École supérieure d'économie numérique de La Manouba, le ministre des Technologies de la Communication, Sofiene Hemissi, a annoncé une refonte en profondeur du système de financement des start-up tunisiennes. Cette décision, prise cinq ans après la mise en place de la loi « Start-up Ac », vise à mieux adapter les dispositifs existants aux besoins actuels et futurs de ces jeunes pousses innovantes. Selon le ministre, il s'agit d'une priorité nationale de renforcer l'écosystème entrepreneurial tunisien. Pour ce faire, le gouvernement compte travailler en étroite

collaboration avec les acteurs clés du secteur financier, tels que la Banque centrale de Tunisie. Les nouvelles mesures devraient faciliter l'accès au crédit bancaire pour les startups et encourager l'investissement privé.

Par ailleurs, le ministère s'engage à soutenir le développement des startups à l'international. De nouvelles mesures réglementaires sont en cours d'élaboration pour permettre aux entreprises tunisiennes de participer aux marchés publics et de conquérir de nouveaux débouchés.

Le ministre a également souligné l'importance des

pôles technologiques, tels que ceux d'El Ghazala et de La Manouba, qui jouent un rôle crucial dans l'accompagnement des startups. Ces structures offrent aux jeunes entrepreneurs un environnement propice à l'innovation et à la croissance. L'École supérieure d'économie numérique, qui forme les futurs talents du numérique, a été saluée par le ministre pour son rôle dans la promotion de l'entrepreneuriat. Avec plus de 200 nouveaux étudiants attendus à la rentrée prochaine, l'école confirme son statut de pôle d'excellence en matière d'innovation et de création d'emplois.

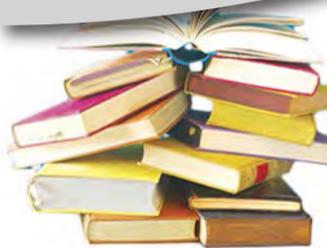
Magazine Entreprise

# MOTS FLÉCHÉS N°948

Avec emphase Plébéiennes	Coton servant aux doublures Métal pauvre	Partie du pain Se moqua	Métal précieux Rendue gaie	Courante Lettre ancienne
Treillis Note	Métal radioactif Immobilisés	Absorbe Négation	Lettre grecque Instrument	
Plongeur Unité de surface	Impartial Fleuve d'Europe	Commune française Pariée		Poissons
Chérit Commune française		Céréale Pièce de jeu		Eau de vie
Analysé Divertis			Mélodie Hurlement	
Période Première page		Visserie Halogène		
		Etai		Article défini
Monarque				Prénom

Charge Pensées	Os Démagogues	Terme de vers Fleur Juin	Chapelier Châssis	Étoile Figue de Ruche	Champion Indien	Métal de	Unité de volume
P	R	A	P	U	E	A	R
R	A	L	S	S	R	N	C
E	C	L	E	E	R	A	R
P	T	I	A	U	R	S	H
R	I	V	N	N	R	A	I
A	C	E	A	S	A	S	S
T	T	R	N	S	A	S	S
I	I	A	S	S	A	S	S
O	O	A	A	S	A	S	S
N	N	N	N	N	N	N	N
S	S	S	S	S	S	S	S
A	A	A	A	A	A	A	A
N	N	N	N	N	N	N	N
S	S	S	S	S	S	S	S
A	A	A	A	A	A	A	A
L	L	L	L	L	L	L	L

**Solution N°947**



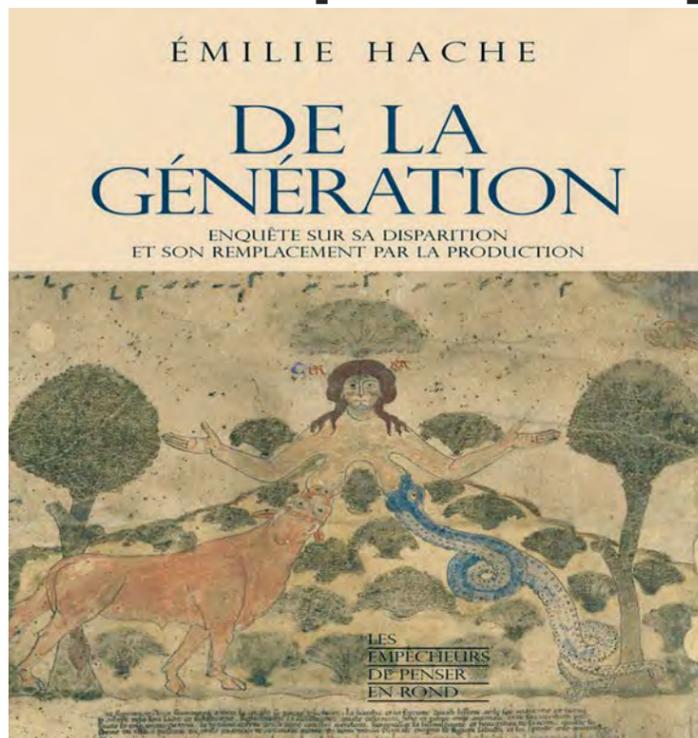
# Émilie Hache, De la génération. Enquête sur sa disparition et son remplacement par la production

**Morgann Barbara Pernot Ali**

1 « Toute société a besoin d'un passé. [...] Il n'y a pas de "nous" sans mythe de la création »1. Émilie Hache ouvre son ouvrage sur ces mots d'Ivan Illich. Face au désastre environnemental, économique, social et politique, la philosophe met en cause notre mythologie : « Notre société industrielle appartient à un monde qui a oublié qu'il avait besoin de se reproduire pour exister » (p. 12). Elle propose donc de mener une enquête d'« histoire de la culture, voire d'histoire de la mémoire » (p. 20) afin de retracer « [...] la généalogie de la disparition du paradigme de la génération et son remplacement par celui de la production » (p. 12). Cependant, la tâche est ardue : pour renouer avec cette histoire dont nous avons perdu le fil, s'il n'a pas été volontairement coupé, il est nécessaire d'entamer un voyage dans le temps, l'espace et les disciplines, et d'adopter une méthodologie peu conventionnelle. S'inspirant des propositions de dispositifs hybrides2, l'auteur tisse, sur la même trame, les fils de l'histoire antique grecque, du Moyen Âge chrétien, de la période moderne et de l'anthropologie des sociétés matriarcales, le tout dans un cadre théorique centré autour de l'écoféminisme ainsi que de la pensée critique et écologiste d'Ivan Illich.

2 D'emblée, l'auteur revient sur un débat fondamental à l'écoféminisme : celui des liens unissant les femmes et la nature. Alors que certaines partisans d'un écoféminisme dit culturel revendiquent cette association en dépit des accusations d'essentialisme, voire en réponse à celles-ci, d'autres, appartenant à une branche plus sociale, s'intéressent justement à la construction historique de ce lien3. Émilie Hache s'inscrit ici dans leur lignée.

3 L'enquête commence en Grèce antique. L'étude des rituels religieux montre que l'analogie unissant femme et nature est une figure ordinaire des processus de génération. Celle-ci est ambivalente : tantôt valorisante, rendant compte de la puissance des femmes, tantôt réductrice, le corps des femmes étant pensé, à l'image d'un champ labouré, comme soumis à une fécondation masculine. Ce pan mélioratif s'efface cependant, alors que se resserre le lien analogique entre les femmes et la nature. Pourtant, c'est à un autre endroit que la philosophe identifie le principal enjeu de cette association. Selon Ivan Illich, les sociétés de subsis-



tance étaient organisées autour d'un modèle de genre vernaculaire, qui suppose l'existence conjointe de deux sphères, l'une féminine, l'autre masculine, relativement hermétiques, mais complémentaires et interdépendantes dans la division du travail de (re)génération4. « La relégation du travail de la génération exclusivement aux femmes » (p. 49), écrit-elle, n'a donc rien d'évident, et il faut la lire avant tout comme le résultat d'un retrait des hommes, qui se tournent vers d'autres tâches, notamment politiques.

4 Longtemps, les morts, les ancêtres et le culte qui leur était voué ont tenu une place centrale dans la (re)génération du monde. Dans cette conception, femmes et hommes grecs étaient les fruits d'un triple mode de génération : par la terre, par la mère et par la filiation. Les imaginaires changent cependant et, bientôt, les hommes athéniens ne revendiquent plus qu'un mode de génération autochtone : ils fondent ainsi le système politique dit « démocratique » athénien, qui distingue les citoyens des femmes et des étrangers et s'affranchissent, dans le même temps, de toute dépendance à l'égard des femmes et du travail de (re)génération auquel elles se trouvent reléguées.

5 À cette étape de l'enquête, Émilie Hache nous propose de nous immerger dans les débats théologiques qui ont traversé le Moyen Âge chrétien. En effet, l'image païenne (à la fois non-chrétienne et paysanne) d'un monde à (re)géné-

rer est en passe d'être éclipsée par celle d'un monde divinement (et définitivement) créé. « Nous pourrions ressaisir cet immense bouleversement en disant que nous sommes passés d'un monde où l'on honorait le mystère de la (re)génération à un monde où l'on célèbre le mystère de la création et de la résurrection » (p. 99). La temporalité cyclique de la (re)génération est remplacée par une économie du Salut : il faut se sauver une bonne fois pour toutes et, pour cela, se libérer de la corruption qui réside dans l'acte sexuel et l'ensemble des tâches (re)génératives. La rhétorique chrétienne de l'époque change : la vierge n'enfant pas, Dieu crée en elle, si bien qu'à son image, les femmes doivent pour être sauvées s'écarter de l'ancien mode de génération. L'Église, enfin, remplace progressivement les femmes dans la maternité et les chrétiens, qui naissent en son sein lors de leur baptême, sont frères et sœurs. L'ensemble des relations sociales s'en trouve ainsi transformé.

6 Les théories chrétiennes de la création n'informent toutefois pas uniquement les discours théologiques : c'est toute l'économie de la création, qui régit le gouvernement de l'Église, qui en dépend. Cette nouvelle économie est unisexe selon Ivan Illich : tandis que dans l'oikonomia divine, plan de Dieu pour administrer ses créations, les fidèles ne sont pas sexuellement différenciés, dans l'oikonomia profane, qui désigne initialement le gouvernement (fé-

minin) de la maison et du domaine agricole, la division du travail s'assouplit. Pourtant, une telle économie est loin d'être égalitariste. Le sexe par défaut est masculin, et les femmes n'existent qu'au travers du couple conjugal, produit des exodes ruraux et de la nucléarisation des familles5. Ainsi, elles ne remplacent les hommes qu'en se mettant au service de leur reproduction, prenant en charge les tâches les moins valorisées. À l'inverse, les hommes remplacent peu à peu les femmes dans leurs tâches les plus importantes : devenus médecins et obstétriciens, légitimant leurs pratiques par la science, ils accusent celles qui poursuivent leurs pratiques antérieures de vouloir rivaliser avec Dieu dans l'administration de la nature et des hommes, et les font condamner pour sorcellerie6. La fin du monde vernaculaire transparaît également dans la langue : le neutre-masculin, l'emportant sur le féminin, efface les noms de métiers féminins et signe l'exclusion des femmes et de leur travail de l'espace public.

7 Parmi les sciences qui apparaissent à l'époque moderne, il y a enfin la physiocratie, étymologiquement « gouvernement de la nature », qui mobilise le concept de production. Originellement synonyme de création (divine), la production est donc conçue comme masculine, définitive et ne nécessitant pas de travail de (re)génération. Cette nouvelle économie ne vise pas la subsistance, mais l'opulence, par l'exploitation des ressources mises à la disposition des hommes. Ainsi, le contrôle du corps des femmes, tout comme l'accès à des ressources naturelles, deviennent des enjeux politiques centraux.

8 Pour Ivan Illich, le retour aux sociétés de subsistance est impossible. Quant à Émilie Hache, elle juge qu'il n'est pas non plus souhaitable : la plupart de ces sociétés établissaient des hiérarchies défavorables aux femmes dans la répartition des tâches de (re)génération. Certaines échappent pourtant à cet écueil. La philosophe propose ainsi un détour par l'anthropologie, pour se plonger dans la controverse suscitée par la description de sociétés dites matriarcales et apprendre auprès d'elles à penser une nouvelle organisation sociale. Le matriarcat porte en lui une confusion : celle de la question du pouvoir. Autrement dit, le matriarcat est-il un patriarcat dirigé par les femmes ? « Ce ne sont ni les mères ni les femmes qui sont au centre des sociétés [ma-

triarcales], c'est la génération ou, plus précisément, la régénération [...] » (p. 203), répond l'auteur. Une génération multidimensionnelle, de tout ce qui est, a été ou sera : plantes, animaux, ancêtres, un « fait cosmologique total », qui implique l'interdépendance et l'inaliénabilité de chacune et chacun. Dans ces sociétés, contrairement aux nôtres, les femmes ne sont ni échangées ni vendues7.

9 Pourtant, à l'aube de l'industrialisation, les corps des femmes européennes ne suffisent plus à fournir les ressources humaines et non humaines nécessaires à la production. Dans un contexte de sécularisation, l'esclavage et la colonisation permettent de remplacer, de manière quasiment illimitée, les ressources détruites plutôt que de les (re)générer8. Ils sont légitimés par des théories raciales pseudo-scientifiques, qui naturalisent les personnes racisées comme l'ont été les femmes9.

Ces dernières restent néanmoins largement mobilisées, en particulier dans la (re)production d'États-nations racisés10, au sein desquels une partie de la division sexuelle du travail est supplantée par une division raciale et le recours à un extractivisme mortifère.11 L'auteur conclue en proposant de repenser la filiation et d'instaurer une adelphité de lait entre l'ensemble des humains et non-humains d'hier et d'aujourd'hui qui, nourris de la même terre, élevés par les mêmes mères, ont travaillé à la génération de notre monde et ce afin de poursuivre ce travail sous une forme communautaire plutôt que nucléaire, dans une logique d'interdépendance plutôt que d'exploitation. Cela nécessitera de repenser aussi nos manières de pratiquer la sexualité, les cultes et, surtout, d'habiter nos terres, non pour s'y renfermer mais pour s'y ancrer, comme l'imaginent également, chacune à leur manière, les penseuses Geneviève Pruvost11 et Fatima Ouassak12.

12 Ambitieuse, mais finement menée, cette enquête est importante à un autre égard encore. Elle invite en effet à nouer des liens entre des travaux appartenant à des courants de pensée divers : écologie politique et écoféminisme, approches matérialistes de la reproduction, études décoloniales et postcoloniales ; certains récents, d'autres anciens et longtemps négligés dans le monde francophone... Nous les (re)découvrons aujourd'hui autour de la question fondamentale de notre (re)génération.

**ECO TIMES**

Quotidien Algérien de l'Économie

Édité par SARL SALYA.COM, au capital social de 1.000.000,00 DA

Agrément n° : 63/20

ISSN : 2716-8476

**DIRECTEUR DE LA PUBLICATION**

**Hakim Outoudert**

Mobile : 07.97.34.52.03

E-mail : [d.publication@ecotimesdz.com](mailto:d.publication@ecotimesdz.com)

**REDACTION**

E-mail : [redaction@ecotimesdz.com](mailto:redaction@ecotimesdz.com)

**DIRECTION**

E-mail : [administration@ecotimesdz.com](mailto:administration@ecotimesdz.com)

**SERVICE COMMERCIAL & PUBLICITE**

E-mail : [sce.publicite@ecotimesdz.com](mailto:sce.publicite@ecotimesdz.com)

**PUBLICITE**

« Pour votre Publicité s'adresser à :

L'Entreprise Nationale de communication, d'Édition et de Publicité »

Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger.

Téléphone : 020.05.20.91 / 020.05.10.42

Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 /

020.05.13.77

E-mail : [agence.regie@anep.com.dz](mailto:agence.regie@anep.com.dz)

[programmation.regie@anep.com.dz](mailto:programmation.regie@anep.com.dz)

[agence.oran@anep.com.dz](mailto:agence.oran@anep.com.dz)

[agence.annaba@anep.com.dz](mailto:agence.annaba@anep.com.dz)

[agence.ouargla@anep.com.dz](mailto:agence.ouargla@anep.com.dz)

[agence.constantine@anep.com.dz](mailto:agence.constantine@anep.com.dz)

**IMPRESSION**

Société d'impression d'Alger (SIA)

Zone industrielle - Alia Bab Ezzouar - Alger

**DISTRIBUTION**

Media distribution

**Quotidien édité par la SARL SALYA.COM**

**Salya.com**  
COMMUNICATION ÉDITION & PUBLICITÉ

Maison de la Presse Tahar

Djaout, B n° 16 - 01, Rue Bachir

Attar - Place du 1er mai - Alger

RC : 16/00-1043189 B16 / NIF :

001616104318909 / NIS : 0 016

1621 02067 56 / N° d'article :

16214101662 / RIB : 038 01602

0011419001 24 / Salam Bank

Agence de Bab Ezzouar - Alger

Email : [salyacomdz@gmail.com](mailto:salyacomdz@gmail.com)

/ Site Web : [www.salya-dz.com](http://www.salya-dz.com)

**REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE**

**MINISTRE DE L'HYDRAULIQUE**  
**DIRECTION DES RESSOURCES**  
**EN EAU WILAYA DE LAGHOUAT**  
**NIF DREWEL : 099003019000736**

**Avis D'appel D'offres National ouvert avec exigence de capacité minimales**  
**N° 23/ 2024.**

La Direction des ressources en eau de la wilaya de Laghouat lance un avis d'appel d'offres national ayant pour objet des travaux de :

- Lot N°01 : équipement d'un forage profond de (600 ml) dans la commune de Hassi Delaa
- Lot N°06 : équipement d'un forage profond de (180 ml) dans de la commune de Oued Moura

Tout soumissionnaire peut participer à tous les lots mais il ne sera retenu que pour un lot au maximum

**\*Intitulé d'Opération :**  
Réalisation. De 2000 Ml Des Forages a travers la wilaya  
**N° d'opération : F.S.D.R.S/302.089/262.103/13/05**  
Les soumissionnaires intéressés par cet avis peuvent retirer le cahier des charges auprès de la Direction des ressources en eau de la wilaya de Laghouat.  
Les entreprises qualifiées peuvent retirer le cahier des charges auprès de : **Direction des Ressources en Eau, Rue Docteur Saâdane Laghouat - (Secrétariat)**  
Les soumissionnaires doivent joindre à leurs offres les documents légalisés, exigés par la réglementation en vigueur en deux enveloppes.

**Les conditions de participées au offre**

- 1- **Qualification :** les soumissionnaires doivent avoir la catégorie **03 et plus** en hydraulique principale code (709-34).
- 2- **capacité professionnelles:** Les soumissionnaires doivent avoir au moins une attestation de bonne exécution dans le domaine similaire.
- 3- **capacités financier** Bilans des 03 dernières années 2020/2021/2022.

**1 - première enveloppe : offre candidature**

- Déclaration de candidature.
- une déclaration de probité.
- Les statuts pour les sociétés.
- les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise.
- tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats, des soumissionnaires ou le cas échéant, des sous-traitants :
- \* capacité professionnelles.
- \* capacités technique.

**-2 - deuxième enveloppe : offre technique**

- une déclaration à souscrire.
- un mémoire technique justificatif
- planning des travaux
- tout document permettant d'évaluer l'offre technique..
- le cahier des charges portant à la dernière page.

**3 -troisième enveloppe : offre financier**

- la lettre de soumission.- le bordereau des prix unitaires.- Le détail quantitatif et estimatif.
- la décomposition du prix global et forfaitaire.

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « dossier de candidature », « offre technique » ou « offre financière », selon le cas. Ces enveloppes sont mises dans un autre enveloppe cachetée anonyme, comportant la mention « à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres- appel d'offres N° : ..... »

La date limite de dépôt des offres est fixée après 15 jours de la première parution de cette avis dans les journaux Nationaux ou au BOMOP à partir de **08:00 H** jusqu'à **14:00 H** .  
Les soumissionnaires resteront engagés pendant une durée de 03 mois + délai de préparation des offres 15 jours à compter de la date limite des dépôts, celons l'article 16 du cahier des charge.  
Les soumissionnaires peuvent assister à l'ouverture des offres le même jour du dépôt des offres à **14 :00 H** au Direction des ressources en eau Du wilaya de Laghouat.

**Eco Times du 17/09/2024**      **Anep N° 2416 029 058**

**REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE**

**WILAYA DE BLIDA**  
**DAIRA DE MOZAIA**  
**COMMUNE DE CHIFFA**  
**N° FISCAL /096201916917590301**

**AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE D'UN MARCHÉ**

Conformément aux dispositions de l'article 65 alinéa 2 du décret présidentiel n° :15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et délégations de service public , la commune de Chiffa informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'appel d'offres national ouvert avec exigences de capacité minimale N°11/2024 , paru dans les journaux nationales en arabe date de 31/07/2024 الحففة et eco times en français en date de : 31/07/2024 relatif au projet :

**Acquisition d'un camion citerne pour courage et camion citerne à eau capacité 6000 l**  
Lot :01 acquisition d'un camion citerne pour courage  
Lot :02 acquisition camion citerne à eau capacité 6000 l

N	Intitulé de Projet	Entreprise	Montant après correction (da) en ttc	Note Technique	NIF	Délais	OBS
01	Acquisition d'un camion citerne pour courage et camion citerne à eau capacité 6000 l Lot :01 acquisition d'un camion citerne pour courage	Ets douaouda motors Agent agréée eur'l burgan International	12.138.000.00 da	70 pts	190022900734 181	07 Jours	Qualifié techniquement et moins disant
	Acquisition d'un camion citerne pour courage et camion citerne à eau capacité 6000 l Lot :02 acquisition camion citerne à eau capacité 6000 l	Ets douaouda motors Agent agréée eur'l burgan International	8.925.000.000 da	70 pts	190022900734 181	07 jours	Qualifié techniquement et moins disant

Les soumissionnaires désirent prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leur offres technique et financières peuvent se rapprocher de la commune de Chiffa dans un délais de trois (03) jours à compter de la date de la première publication du présent avis d'attribution provisoire au BOMOP ou dans un quotidien nationale

Tout soumissionnaire contestant ce choix peut introduire un recours auprès de la commission communale des marchés dans un délais de dis (10) jours , à compter de la date de la première parution du présent avis d'attribution provisoire au BOMOP ou dans un quotidien nationale conformément à l'article 82 alinéa 1,2,3 et 4 et à l'article 182 du décret présidentiel n°15/274 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

**Eco Times du 17/09/2024**      **Anep N° 2416 029 083**

**Pour vos insertion publicitaires**



dans



**ECO TIMES**  
QUOTIDIEN ALGÉRIEN DE L'ÉCONOMIE



**SERVICE COMMERCIAL & PUBLICITE**  
Tel / Fax : 023.94.88.57  
Mobile : 07.97.34.52.03  
E-mail : sce.publicite@ecotimesdz.com  
salya.commercial@gmail.com

**PUBLICITE**  
Pour toute publicité, s'adresser à l'Agence Nationale de Communication d'Édition et de Publicité (ANEP)

**ALGER** : 1, avenue Pasteur  
Tel : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81  
Fax : 021 73 95 59  
E-mail : agence.regie@anep.com.dz  
Programmation.regie@anep.com.dz

**Pour vos petites annonces**  
Faire-part, félicitations, condoléances, pensées...  
Ou encore  
Si vous êtes particulier, notaire, huissier ou commissaire aux comptes  
**Pour toutes vos annonces légales**  
Certificat de possession, création de société, perdu-trouvé, enquêtes de commodo incommodo...

**Le Quotidien** 

Vous offre un espace idéal pour toutes vos insertions à des tarifs concurrentiels.

Pour toute publicité, s'adresser à l'Agence Nationale de Communication d'Édition et de Publicité (ANEP)

**ALGER** : 1, avenue Pasteur  
Tel : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81  
Fax : 021 73 95 59  
E-Mail : agence.regie@anep.com.dz Programmation.regie@anep.com.dz  
Adressez-vous à notre service commercial et de publicité :  
Maison de la Presse Tahar Djaout,  
B n° 16 - 01, Rue Bachir Attar – Place du 1<sup>er</sup> mai - Alger  
Tel / Fax : 023.94.88.57 / Mobile : 07.97.34.52.03  
Email : sce.publicite@ecotimesdz.com

NB : les avis de décès sont publiés gratuitement



**Salya.com**  
COMMUNICATION EDITION & PUBLICITÉ



[WWW.SALYA-DZ.COM](http://WWW.SALYA-DZ.COM)

AVEC NOUS  
VOUS ÊTES  
LES  
MEILLEURS

*Notre art  
Votre chef-d'œuvre*

NOTRE MÉTIER : FAIRE DE  
VOTRE PARTICIPATION AUX  
FOIRES & EXPOSITIONS, UNE  
GRANDE RÉUSSITE

Nous nous occupons de :

- La Fabrication de stand pour foires et expositions ;
- L'Aménagement de stands sur mesure, location de mobilier, montage et installation ;
- La Réalisation de vos différents supports de communication (print, virtuels, audio-visuel) ;
- Relations presse et publicité ;

POUR NOUS CONTACTER ET DEMANDER UN DEVIS  
APPELEZ SIMPLEMENT LE 07.97.34.52.03

EMAIL: [SALYACODZ@GMAIL.COM](mailto:SALYACODZ@GMAIL.COM)